



Institut Veblen pour les réformes économiques

Rapport d'activités pour l'année 2020

Présenté à l'Assemblée générale ordinaire

Paris, le 6 juillet 2021

Table des matières

Table des matières	2
1. L’année 2020 en bref	3
2. La monnaie et la finance dans la transition écologique	7
2.1 Temps forts de l’année	7
2.2 Publications	8
2.3 Couverture médiatique	9
2.4 Evènements organisés et interventions publiques	12
3. La politique commerciale dans la transition écologique	12
3.1 Temps forts de l’année.....	13
3.2 Activités de réseautage et d’animation de la société civile	13
3.3 Plaidoyer pour une autre politique commerciale	14
A. Suivi et analyse de la politique commerciale de la France et de l’UE	15
B. Plaidoyer général en faveur d’une réforme de la politique commerciale.....	15
C. Traité sur la charte de l’Énergie	17
D. Plaidoyer en faveur de la fin de l’arbitrage d’investissement.....	18
E. Rendez-vous décideurs	18
3.4 Interventions publiques liées au programme	20
3.5 Présence dans les médias	21
4. Le Green Deal et les politiques de relance	25
4. 1. Publications.....	25
4. 2. Evénements et interventions publiques	25
4. 3. Couverture médiatique	26
5. L’économie écologique dans l’enseignement et la recherche	27
5.1 Présentation et objectifs.....	27
5.2 Activités et partenariats.....	28
6. Autres projets	30
6.1. Projet “Better regulation” sur la dérégulation	30
6.1 Travail sur la régulation de la publicité.....	30
6.3 Autres activités	31
7. Annexe : Les événements de l’année	33
8. Annexe : Institut Veblen dans les médias	39

1. L'année 2020 en bref

L'année passée a été tristement marquée par la disparition de **Philippe Frémeaux**, décédé en août dernier au terme d'une longue maladie qu'il a combattue jusqu'au bout. En plus d'un président-fondateur de l'association, c'est un ami que nous avons perdu. Voilà dix ans qu'il se lançait avec nous dans l'aventure Veblen, nous aidant d'abord à préparer le projet puis en acceptant de devenir le président de l'association, créée officiellement en janvier 2011. Sa disparition laisse un grand vide mais aussi de nombreux souvenirs de projets menés ensemble et de discussions à bâtons rompus sur l'économie, l'écologie et la démocratie. Pour marquer le rôle qu'il a joué dans notre histoire, nous avons renommé le Prix Veblen « Prix Veblen en mémoire de Philippe Frémeaux », en accord avec sa famille.

Suite à la disparition de Philippe, **Dominique Méda** a accepté de se porter candidate au poste de la présidente, et a été élue par un Conseil d'administration unanime en novembre dernier.

Nous avons par ailleurs entamé un élargissement progressif du Conseil d'administration, avec deux nouveaux membres élus en juin dernier (**Antoine Ravignan** et **Dominique Plihon**) et une troisième (**Laurence Scialom**) en novembre. Cet élargissement est appelé à se poursuivre et marque notre volonté d'une gouvernance plus collective, avec davantage d'échanges entre les membres du CA et l'équipe.

Quant à l'équipe elle-même, elle s'est élargie au cours de l'année avec l'arrivée de **Jézabel Couppey-Soubeyran** comme conseillère scientifique de l'Institut (consultante à temps partiel). Son arrivée a d'ores et déjà permis de renforcer notre rôle et notre visibilité dans le débat sur le rôle des banques centrales dans la transition écologique. Nous croyons dans ce modèle de *research fellows* associés à l'Institut et cherchons des financements qui nous permettraient de le développer.

Notons aussi qu'en décembre 2020, **Sara Lickel** a intégré l'équipe pour une durée déterminée (jusqu'à juin prochain), pour poursuivre les activités du programme « Politique commerciale » pendant le congé maternité de Mathilde Dupré.

Tournant le regard vers l'extérieur, nos activités de l'année 2020 ont été marquées de façon évidente par la crise sanitaire et son corolaire : chute d'activité économique et rebond du chômage, une nouvelle vague de la crise sociale, les mesures d'aide adoptées en urgence par les Etats et l'Union européenne, les programmes de relance... Nous avons participé activement à ce débat tout au long de l'année, montrant comment les mesures et les moyens exceptionnels déployés en réponse à la crise devaient être calibrés de manière à accélérer la transition. Globalement, les décisions prises à l'échelle française et européenne n'ont pas été à la hauteur des défis, de sorte que l'année politique 2020 marque plutôt une occasion manquée de transformer en profondeur nos économies. Relevons néanmoins plusieurs éléments positifs :

- Notons d'abord **l'évolution de l'opinion publique**, dans laquelle beaucoup de nos idées deviennent de plus en plus audibles : multiplication des appels publics pour une relance écologique, conclusions de la Convention citoyenne pour le climat, résultats des élections municipales. C'est un atout clef pour continuer de mettre la pression sur les décideurs. Les années précédentes avaient placé la crise climatique et environnementale tout en haut du débat politique et surtout au cœur des expressions d'opinion publique. Cette tendance de fond ne s'est pas démentie avec la crise du Covid, même si les objectifs de transition n'ont pas réellement imprégné les mesures d'urgence adoptées.
- En réponse on observe également une montée progressive des sujets écologiques à l'agenda politique : le lancement du « **Green Deal européen** » par l'UE juste avant que la crise du Covid n'éclate et une volonté de verdir le discours politique du Gouvernement français.
- Enfin, cette nouvelle crise a étendu le « champ du possible » du débat économique s'est élargi du fait de la crise, avec des questions renouvelées sur la gestion de la dette, l'action de la BCE

et le débat croissant sur son rôle et son mandat, l'avenir du Pacte de stabilité et des règles de déficit, révision de la politique commerciale, etc.

Un aperçu de nos activités

De façon générale, en 2020 nous avons enrichi notre programmation [événementielle](#) et [éditoriale](#) ; avec une trentaine d'événements organisés/coorganisés ou interventions publiques (hors interventions médias), 14 notes Veblen ou études/rapports publiés ainsi qu'un livre sur la réforme de la politique commerciale (signé par Mathilde Dupré et Samuel Léré de la Fondation Nicolas Hulot). Cinq notes Veblen ont été diffusées à la fois en français [en anglais](#), ce qui apparaît nécessaire du fait que nous intervenons de plus en plus directement dans le débat européen. Etant donné nos nombreuses collaborations internationales et notre ambition de diffuser nos idées directement à l'échelle européenne, nous travaillons souvent en anglais et essayons aussi d'alimenter la partie anglaise du site Veblen.

La couverture médiatique avait déjà connu un saut quantitatif en 2019 et s'est maintenue à ce niveau (quelques 90 contributions, interviews ou mentions de nos propositions ; voir l'annexe pour la liste complète).

Comme les années précédentes, ces activités ont concerné majoritairement nos deux principaux programmes « Réformer la politique commerciale » et « Monnaies & finance dans la transition écologique » mais aussi les politiques sociales et européennes, les politiques de relance, nos premières interventions sur l'avenir du Green Deal, la lutte contre la déréglementation, etc. Notons aussi le développement de nombreuses activités en ligne, avec la participation d'un public large au-delà de l'Île de France, et profitant parfois de la nouvelle disponibilité des décideurs pour les associer à nos événements.

En somme, nous sommes solidement établis dans le paysage français et européen, comme un think tank écologique reconnu non seulement pour ses analyses et ses propositions, mais aussi pour son travail d'influence mené en partenariat avec d'autres organisations françaises ou européennes. Si nous sommes souvent identifiés par nos thématiques principales, notre [mission](#) est plus générale, celle de promouvoir les réformes économiques nécessaires pour la transition écologique et sociale conçue comme un mouvement d'ensemble fondé dans les concepts et les outils de l'économie écologique. Une façon d'y répondre est le programme « Economie écologique dans l'enseignement et la recherche », mais notre ambition est surtout de traduire l'économie écologique en propositions de politiques publiques couvrant un champ plus vaste, comme nous avons commencé à le faire avec le « Green Deal » et la relance post-Covid.

Nos thématiques en bref

Les activités de l'Institut s'organisent autour de trois programmes anciens et un nouveau, ouvert en 2020 :

- « Réformer le système financier et monétaire »
- « Réformer la politique commerciale »
- « Promouvoir l'économie écologique dans l'enseignement et la recherche »
- « Réussir le Green Deal ».

A ces quatre flux de travail se sont ajoutés quelques sujets transversaux abordés au cours de l'année, comme le projet avec la New Economics Foundation sur les dangers de la déréglementation, notre participation au projet SPIM sur la régulation de la publicité, notre participation aux réseaux sur la réduction du temps de travail, etc.

Pour en rester aux trois principales thématiques, voici un résumé de nos avancées au cours de l'année :

Le programme « Monnaie & finance dans la transition écologique » en bref

Ce programme s'est concentré en 2020 sur la politique monétaire et notamment l'action de la Banque centrale européenne, et vise à pousser la BCE à définir rapidement sa stratégie face à la crise climatique et environnementale. Nous avons diffusé une série de propositions et participé à plusieurs appels publics au cours de l'année dans le prolongement de la lettre ouverte à Christine Lagarde (fin de 2019).

En complément, certaines de nos activités ont visé les régulateurs (plusieurs rencontres avec les représentants de l'AMF et de l'ACPR au sujet des travaux des Commissions « Climat », organisées avec des ONG françaises).

Etant donnée l'indépendance de la BCE et des régulateurs, nous poursuivons une stratégie indirecte consistant à imposer certaines propositions dans le débat public et les discours politiques (via les médias, les politiques, les appels signés par des organisations de la société civile et la communauté d'experts, etc.) pour obliger ainsi la BCE de s'y positionner clairement.

De pair avec d'autres organisations actives dans ce domaine (Positive Money, Reclaim Finance, Finanzwende, New Economics Foundation...), nous avons réussi à imposer le thème de la responsabilité des banques centrales dans l'action climatique dans le débat. Nos travaux ont fortement alimenté le débat en France et ont été évoqués par la BCE et par les députés/eurodéputés. Certaines de nos propositions ont été reprises dans les différents amendements de la résolution du parlement européen sur la BCE. Aucun dirigeant de la BCE ne nie plus que les banques centrales ont un rôle à jouer dans la transition écologique, mais nous sommes toujours en attente de la stratégie de la BCE (qui devrait être rendue publique mi-2021).

Au-delà de la révision stratégique, nous avons participé à de nombreux débats et plusieurs campagnes sur le rôle des politiques monétaires face à la crise actuelle : exclusion des secteurs polluants des nouveaux programmes d'achats d'actifs, conditionnalité d'accès aux guichets de la BCE, propositions de financement direct par la « monnaies hélicoptère », l'usage des nouveaux programmes d'achats d'actifs, l'avenir de la dette publique, etc.

Le programme « Réformer la politique commerciale » en bref

L'Institut continue de recueillir les fruits du travail des années passées, avec notamment des victoires au Parlement européen acquises grâce à la mobilisation forte des eurodéputés français et un positionnement intéressant du gouvernement français sur plusieurs dossiers (accord UE/Mercosur, traité sur la charte de l'énergie et révision de la politique commerciale).

Plus généralement, nos propositions développées ces dernières années commencent à être entendues et reprises par les décideurs politiques. La France porte ainsi le sujet commerce dans le cadre du Green Deal européen et a publié, en avril 2020, des propositions communes avec les Pays-Bas sur le verdissement de la politique commerciale puis elle a encore développé un certain nombre d'autres idées dans sa propre contribution sur la révision de la politique commerciale de l'UE. 2021 sera une année importante pour poursuivre nos efforts notamment dans le cadre de la préparation de la présidence française de l'UE au premier semestre 2022. Par ailleurs, la Convention citoyenne pour le climat a aussi repris un certain nombre de nos propositions pour exiger le rejet du CETA et une véritable réforme de la politique commerciale européenne.

Concernant l'accord UE/Mercosur, l'Institut Veblen a dénoncé la médiocrité de l'étude d'impacts sur le développement durable produite par LSE Consulting pour le compte de la Commission européenne. Et il a saisi, avec d'autres associations, la médiatrice de l'UE pour non-respect par la Commission de son obligation d'identifier et de prévenir les impacts sociaux et environnementaux de l'accord. La médiatrice a ouvert une enquête durant l'été 2020. Par ailleurs, l'Institut a largement contribué à la médiatisation du rapport de la Commission Ambec nommée par le gouvernement français sur l'accord UE/Mercosur, en particulier la section portant sur la déforestation. Tout ce travail a obligé la France à reprendre des positions très critiques à l'égard de la ratification de cet accord. Et cette séquence a remobilisé des eurodéputés français Renew qui ont porté un amendement adopté au Parlement européen le 07/10/2020 indiquant que l'accord ne saurait être adopté en l'état.

Enfin, concernant le Traité sur la Charte de l'Énergie, nous avons mené (en lien avec la lanceuse d'alerte Yamina Saheb), de très nombreuses activités en France mais aussi et surtout au niveau européen pour faire monter le sujet dans l'agenda du Parlement européen, auprès des spécialistes des questions climatiques et médiatiquement. Ce travail a un peu pris de court le Gouvernement français qui a finalement pris position en juillet 2020 de manière très claire en demandant la fin de la protection des investissements fossiles ou le retrait de l'accord. Une coalition d'états commence à se construire avec le Luxembourg, l'Espagne et l'Autriche notamment. L'adoption d'un amendement sur la fin de la protection des investissements dans la loi climat européenne en octobre 2020 a aussi obligé la Commission européenne à renforcer son niveau d'ambition dans les négociations et pourrait nous aider à montrer que le processus de modernisation en cours du TCE est voué à l'échec. Enfin, nous avons fortement contribué à la préparation de l'appel lancé en décembre par plus de 200 scientifiques et personnalités engagées contre le changement climatique et nous avons créé le [site](#) web dédié à cet appel et aux autres initiatives parallèles sur le sujet.

Le programme « L'économie écologique dans l'enseignement et la recherche » en bref

Cette nouvelle année a permis de clarifier les objectifs de ce programme à savoir : i. Diffuser les concepts clefs de l'économie écologique ; ii. Soutenir les mobilisations étudiantes en faveur de l'intégration des enjeux écologiques à l'enseignement de l'économie ainsi que du pluralisme ; iii. Soutenir les chercheurs travaillant sur ces questions, par l'organisation de conférences et de séminaires (diffusion des travaux, mise en réseau et publications).

L'année a été marquée par la relance du **Prix Veblen** (rebaptisé en « Prix Veblen en mémoire de Philippe Frémeaux ») récompensant les mémoires de Master 2 pour leur contribution à la transition écologique : le lauréat 2020 a été désigné en novembre par le jury et le prix officiellement remis lors de la séance de clôture des journées de l'économie autrement, organisées par Alternatives Economiques et dont nous sommes partenaires.

L'Institut Veblen a aussi contribué au développement de la **plateforme Exploring Economics**, en partenariat avec le réseau international d'étudiants pour le pluralisme en économie, Rethinking Economics. Cette plateforme en ligne propose et recense tous les contenus en accès libre (articles, entretiens, conférences, cours, etc.), livres et cours en ligne permettant de découvrir l'économie d'un point de vue pluraliste, c'est-à-dire interdisciplinaire, ouvert aux écoles de pensée et à la prise de distance critique.

Et nous avons lancé un **cycle de conférences « Penser l'économie écologique »** avec trois conférences organisées en 2020, en partenariat avec le mouvement étudiant Pour un réveil écologique. Ce cycle vise à rendre accessible à un public d'étudiants de disciplines diverses et praticiens les apports de l'économie écologique, entendue comme change de recherche interdisciplinaire ancré dans le principe de soutenabilité forte et de respect des limites planétaires.

Recherches de financements supplémentaires

Enfin, les **recherches de fonds supplémentaires** sont pour nous une préoccupation constante. Le soutien structurel accordé par la FPH – les conventions triennales que nous signons avec la PFH représentent environ 70% de notre budget, à quoi s'ajoute la mise en disposition des locaux de la fondation – offre une base solide, mais nous cherchons toujours des financements complémentaires et voulons aussi développer l'institut. En 2020, nous avons trouvé un financement ponctuel de la European Climate Foundation pour financer les actions sur la BCE et la politique monétaire, et nous poursuivons les discussions en ce moment même pour renouveler leur soutien. Dans le cadre du financement de la Schöpflin Stiftung (2020-2021) sur l'alignement de la politique commerciale avec les engagements climatiques internationaux, un financement de 30 000 euros est prévu pour 2021. Nous avons également reçu une nouvelle fois le soutien Funders for Fair Trade avec un financement dont l'enveloppe a doublé pour 2021 (50 000 euros).

2. La monnaie et la finance dans la transition écologique

L'accord de Paris sur le climat de 2015 le reconnaît engage les pays signataires à rendre les flux financiers « compatibles avec une trajectoire menant à la baisse des émissions des gaz à effet de serre et un développement soutenable ». Nous en sommes loin : d'une part, les financements disponibles aux projets de transition écologique et énergétique restent largement en deçà des sommes nécessaires ; de l'autre les financements des investissements polluants et des énergies fossiles ne tarissent pas depuis la signature de l'accord. Mais pour nous l'enjeu ne se résume pas au réajustement des flux financiers au sein d'un système inchangé ; vues par le prisme de l'économie écologique, la finance et la monnaie doivent permettre et faciliter une transformation plus profonde, alliant le respect des limites planétaires et une société plus inclusive et plus solidaire. Pour cela, le système financier doit devenir non seulement plus stable mais aussi plus diversifié, moins prégnant dans nos économies et mieux maîtrisé par la démocratie.

Le problème étant systémique, nos propositions couvrent l'ensemble des acteurs, des banques centrales jusqu'aux circuits monétaires locaux en passant par le secteur bancaire et financier. L'Institut est reconnu comme une source d'expertise et de propositions dans ces domaines, et nous participons activement au débat public mais aussi au plaidoyer politique en France et à l'échelle européenne, avec nos partenaires comme Finance Watch, Positive Money, etc.

2.1 Temps forts de l'année

En 2020 comme pendant l'année précédente, nous nous sommes focalisés sur le rôle des banques centrales comme levier du changement du système financier et financeur de la transition écologique. Ce travail a pris la forme d'un programme de travail spécifique (co-financé en 2020 par European Climate Foundation) visant à influencer la politique monétaire de la Banque centrale européenne. Etant donnée l'indépendance des banques centrales, nous poursuivons une stratégie indirecte consistant à imposer certains thèmes dans le débat public et les discours politiques (via les journalistes, les politiques, les appels signés par des organisations de la société civile et la communauté d'experts, etc.) pour obliger ainsi la BCE et la Banque de France de s'y positionner clairement.

Il s'agit en premier lieu de leur rôle dans la transition écologique et notamment de la « révision stratégique » menée par la BCE en 2020 et 2021. Nous y avons contribué avec deux notes Veblen dans le cadre du dossier [« la BCE à l'heure des décisions »](#) publié en décembre 2020 deux notes Veblen sur le rôle des banques centrales et de la politique monétaire verte dans la transition écologique. Bien diffusées dans les médias français (voir la liste des médias ci-après), ces notes ont été conçues comme notre contribution au débat sur la « révision stratégique » menée par la BCE en 2020 et 2021. La première analyse l'impasse des approches dominantes (par le risque financier du aux changement climatique) et propose une politique volontariste fondée dans approche par précaution ; la seconde montre la panoplie des options de politique monétaire sont les banques centrales disposent. Les notes sont également diffusées en anglais, étant donné l'ancrage de l'Institut Veblen dans le réseau européen dédié à influencer les décisions de la BCE dans ce domaine.

Cependant, notre programme a dû s'adapter au contexte de la crise du Covid : en plus de la révision stratégique, nos publications et nos activités sont traité du rôle de la BCE dans le financement des plans de relance, des nouveaux programmes d'achats d'actifs, de l'éco-conditionnalité des aides, etc. Menée de pair avec nos partenaires européens (Positive Money, Reclaim Finance, Heinrich Böll Stiftung, Finanzwende, New Economics Foundation...), cette stratégie a connu plusieurs points forts au cours de l'année 2020 :

- pendant la première phase du Covid, nos publications et nos activités (appels publics, séminaires organisé pour des députés/eurodéputés) ont plaidé pour une politique monétaire coordonnée

avec les politiques de relance (éco-conditionnalité des programmes d’achats, coordination des aides aux Etats, etc.).

- en juin 2020, préparation et publication d’un appel public des députés/eurodéputés français et allemands (juin 2020), [Trois leviers de la BCE pour sauver l’économie et le climat](#) ;
- en décembre, la publication de notre [dossier « La BCE à l’heure des décisions »](#), suivi du débat dans les médias française et d’une [conférence](#) organisée en partenariat avec la Chaire Energie & Prospérité.

Ces actions ont contribué à maintenir la politique monétaire dans le débat public, et à obliger la BCE et d’autres banques centrales de reconnaître qu’elles ont une responsabilité pour aligner les flux financiers sur les objectifs climatique.

D’autres points forts de l’année qu’il convient de mentionner :

- audition de l’Institut Veblen à l’Assemblée nationale, par la Commission Holroyd sur la « finance verte », février 2020, en amont du rapport sur le rôle de la puissance publique dans le développement de la finance verte en France.
- L’animation continue d’une réflexion stratégique au sein des réseaux d’ONG qui travaillent sur la régulation financière et le financement de la transition écologique.

2.2 Publications

- [Un « drone monétaire » pour remettre la politique monétaire au service de tous](#), Emmanuel Carré & Jézabel Couppey-Soubeyran & Thomas Lebrun & Thomas Renault, janvier 2020. [Traduction anglaise ici](#).
- [La « monnaie hélicoptère » contre la dépression dans le sillage de la crise sanitaire](#), Jézabel Couppey-Soubeyran, avril 2020. [Traduction anglaise ici](#).
- [Pour une gestion qualitative du risque climatique : notre réponse à l’ACPR](#), Wojtek Kalinowski, juin 2020 (réponse à la consultation sur les stress-tests climatiques).
- Le dossier [« la BCE à l’heure des décisions »](#), décembre 2020, avec deux notes :
 1. [Pour un « Whatever it takes » climatique](#), Wojtek Kalinowski & Hugues Chenet. [Traduction anglaise ici](#).
 2. [Le rôle de la politique monétaire dans la transition écologique : un tour d’horizon des différentes options de verdissement](#), Jézabel Couppey-Soubeyran. [Traduction anglaise ici](#).



Articles de revue, appels publics et tribunes :

[L'emploi et l'environnement s'invitent dans la « révision monétaire » de la BCE](#) (janvier 2020, publication dans Alternatives Economiques, reprise sur le site Veblen)

[« Trois leviers de la BCE pour sauver l'économie et le climat »](#), préparation et publication d'un appel public des députés/eurodéputés français et allemands (juin 2020),

[Une reconstruction "post-Covid" qui se veut écologique doit transformer radicalement les flux financiers](#), article publié initialement dans la Revue banque, repris sur le site Veblen, juin 2020,

Lettre ouverte à Christine Lagarde, signée par 9 organisations dont l'Institut Veblen : [« La BCE peut et doit prendre en compte le climat dès le 10 décembre »](#),

2.3 Couverture médiatique

27/01/2020		La Croix	Verser 140€ à chaque citoyen pour relancer l'économie européenne
31/01/2020		Les Echos	Un revenu universel venu du ciel
04/02/2020		Atlantico	Ces pistes révolutionnaires que la BCE pourrait explorer pour sauver la zone euro de la japonisation
25/02/2020		Xerfi Canal	Un drone monétaire pour stimuler l'économie de la zone euro
06/03/2020		Xerfi Canal	La BCE pourrait-elle distribuer de l'argent directement au citoyen ?
19/03/2020		Alternatives Economiques	La BCE sort l'artillerie lourde
26/03/2020		Le Monde	Coronavirus : la théorie du recours à la "monnaie hélicoptère" ressurgit

01/04/2020		Rue de la révolution	Face à la crise, de l'argent pour tous ?
02/04/2020	Les Echos	Les Echos	Coronavirus : "l'hélicoptère monétaire" en cinq questions
13/04/2020		Mediapart	Vivement la monnaie hélicoptère !
15/04/2020		Alternatives Economiques	Monnaie hélicoptère : et s'il pleuvait des billets ?
27/04/2020	LA CROIX	La Croix	Coronavirus : des "idées neuves" face au mur de la dette
06/05/2020		Alternatives Economiques	Epargne : pour relancer il va falloir libérer des livrets
22/06/2020		Revue Banque	La relance doit être une transformation radicale
07/09/2020		France Culture	Jézabel Cuppey Soubeyran invitée de la Matinale de Guillaume Erner
05/11/2020	franceinfo:	France Info	Pour une monnaie hélicoptère
05/11/2020		Agir Pour le Climat	Climat, banques centrales, économie et grand public. Entretien avec Jézabel Cuppey-Soubeyran
28/11/2020		Le Un	Entretien avec Jézabel Cuppey-Soubeyran « On a besoin de sortir du cadre »
28/11/2020	LA CROIX	La Croix	Peut-on annuler la dette liée au Covid 19 ?

28/11/2020	Le Monde	Le Monde	Dominique Méda : « Il est nécessaire d'investir massivement dans la prévention, parent pauvre de la politique de santé »
2/12/2020	Les Echos	Les Echos	Les Echos parlent des notes Veblen sur la BCE
6/12/2020	Le Monde	Le Monde	Jézabel Couppey-Soubeyran : « Le climat fait-il ou non partie du mandat de la BCE ? »
8/12/2020	Le Monde	Le Monde	Le traité sur la charte de l'énergie, une menace pour les objectifs climatiques de l'Union européenne
8/12/2020	l'Opinion	L'Opinion	Energie : le traité qui décrédibilise la politique climatique européenne
9/12/2020		Alternatives économiques	La BCE va-t-elle enfin se mouiller pour le climat ?
9/12/2020		France Culture	« La BCE se met au vert »
16/12/2020		Marianne	UE : après la crise sanitaire et économique, le spectre de la crise bancaire
22/12/2020		France Musique	Cadeaux de Noël : 3 livres à offrir sur les enjeux économiques

23/12/2020		The Conversation	Comment la BCE peut (enfin) verdir sa politique monétaire
23/12/2020		La Tribune	Jézabel Couppey-Soubeyran : Comment la BCE peut verdir sa politique monétaire

2.4 Evènements organisés et interventions publiques

- Tables-rondes à l'Ageca : « Le rôle des banques centrales dans la transition écologique », 1er février 2020 Avec Esther Jeffers, professeure d'économie à l'Université de Picardie Jules Verne (UPJV), Wojtek Kalinowski, co-directeur de l'Institut Veblen, Robert Boyer, directeur d'études à l'EHESS et Jonathan Marie, maître de conférences à l'Université Paris 13.
- audition de l'Institut Veblen à l'Assemblée nationale, par la Commission Holroyd sur la « finance verte », février 2020, en amont du rapport sur le rôle de la puissance publique dans le développement de la finance verte en France.
- Un webinaire pour les députés français sur la BCE et la politique monétaire, mai 2020, coorganisé avec Reclaim Finance et le Secours Catholique)
- Présentation devant des eurodéputés français et allemands dans le webinaire de la fondation Böll Stiftung, mai 2020
- Intervention de Jézabel Couppey-Soubeyran face aux eurodéputés verts français, sur le verdissement de la politique monétaire, décembre 2020)
- en novembre, la publication d'une nouvelle lettre à Christine Lagarde avec nos organisations partenaires (Positive Money Europe, New Economics Foundation, Reclaim Finance).
- « Les nouvelles décisions de la BCE face à la crise », 10 décembre 2020. Un débriefing du dernier conseil des gouverneurs de la BCE, qui s'est tenu la veille, avec Jézabel Couppey-Soubeyran, conseillère scientifique de l'Institut Veblen & Maîtresse de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

3. La politique commerciale dans la transition écologique

Les activités de l'Institut Veblen sur la politique commerciale menées depuis 2015 lui ont permis de développer un diagnostic précis sur les limites et les risques des accords de commerce en négociation et des propositions pour une réforme de la politique commerciale européenne. En cette année 2020, l'Institut a continué à être très présent sur ces deux volets et commence à recueillir les fruits de cet investissement en matière politique avec des victoires au Parlement européen acquises grâce à la mobilisation forte des eurodéputés français et un positionnement intéressant du gouvernement français sur plusieurs dossiers (accord UE/Mercosur, traité sur la charte de l'énergie et révision de la politique commerciale).

3.1 Temps forts de l'année

- **Réforme de la politique commerciale** : certaines des propositions de l'Institut Veblen et de la FNH développées dans le rapport de 2019, la note relocalisation d'août 2020, le livre « Après le libre échange » de septembre 2020 et la contribution à la consultation de la DG Trade sur la révision de la politique commerciale qui s'est clôturée mi-novembre, commencent à être reprises. La France porte le sujet commerce dans le cadre du Green Deal européen. Elle a publié des propositions conjointes avec les Pays Bas sur le verdissement de la politique commerciale en avril 2020 puis elle a encore développé un certain nombre d'autres idées dans sa propre contribution sur la révision de la politique commerciale de l'UE. 2021 sera une année importante pour poursuivre nos efforts notamment dans le cadre de la préparation de la présidence française de l'UE au premier semestre 2022. Par ailleurs, la Convention citoyenne pour le climat a aussi repris un certain nombre de nos propositions pour exiger le rejet du CETA et une véritable réforme de la politique commerciale européenne.

- **Accord UE/Mercosur** : l'Institut Veblen a beaucoup travaillé sur cet accord et dénoncé la médiocrité des études d'impacts sur le développement durable produites par LSE Consulting pour le compte de la Commission européenne. Il a saisi avec d'autres associations la médiatrice de l'UE pour non-respect par la Commission de son obligation d'identifier et de prévenir les impacts sociaux et environnementaux de l'accord. La médiatrice a ouvert une enquête pendant l'été. Par ailleurs, l'Institut a largement contribué à la médiatisation du rapport de la Commission Ambec nommée par le Gouvernement sur l'accord UE/Mercosur, en particulier la section portant sur la déforestation. Tout ce travail a obligé la France à reprendre des positions très critiques à l'égard de la ratification de cet accord. Et cette séquence a remobilisé des eurodéputés français Renew qui ont porté un [amendement](#) adopté au Parlement européen le 07/10/2020 indiquant que l'accord ne saurait être adopté en l'état.

- **Traité sur la Charte de l'Énergie** : En lien avec la lanceuse d'alerte Yamina Saheb, nous avons mené de très nombreuses activités en France mais aussi surtout au niveau européen pour faire monter le sujet dans l'agenda du Parlement européen, auprès des spécialistes des questions climatiques et médiatiquement. Nous avons notamment organisé des webinaires réguliers avec les eurodéputés pour décrypter les négociations en cours sur la modernisation du traité. Et nous avons coordonné une déclaration des eurodéputés et parlementaires nationaux européens (de plus de 20 pays et 5 groupes politiques) dont la [dernière version](#) comptait plus de 300 signatures. Ce travail a un peu pris de court le Gouvernement français qui a finalement pris position en juillet de manière très claire en demandant la fin de la protection des investissements fossiles ou le retrait de l'accord. Une coalition d'états commence à se construire avec le Luxembourg, l'Espagne et l'Autriche notamment. L'adoption d'un amendement sur la fin de la protection des investissements dans la loi climat européenne adoptée en octobre 2020 a aussi obligé la Commission européenne à renforcer son niveau d'ambition dans les négociations et pourrait nous aider à montrer que le processus de modernisation en cours du TCE est voué à l'échec. Enfin, nous avons fortement contribué à la préparation de l'appel lancé en décembre par plus de 200 scientifiques et personnalités engagées contre le changement climatique et nous avons créé le [site](#) web dédié à cet appel et aux autres initiatives parallèles sur le sujet.

Par ailleurs, nous avons poursuivi nos échanges avec les bailleurs sur ce programme en vue de rechercher de nouveaux financements pour l'année 2021. Dans le cadre du financement de la Schöpflin Stiftung (2020-2021) sur l'alignement de la politique commerciale avec les engagements climatiques internationaux, nous devons en effet justifier d'un financement complémentaire de 60000 euros pour recevoir la seconde tranche de 30000 euros prévue en 2021. Nous avons présenté un nouveau projet à Funders for Fair Trade qui nous a proposé de doubler son soutien pour l'année 2021 avec un financement de 50000 euros. Et nous sommes dans l'attente de la confirmation du renouvellement de la convention triennale avec la FPH dans laquelle un volet devrait permettre de poursuivre nos activités sur le programme commerce.

3.2 Activités de réseautage et d'animation de la société civile

- **En France**

- Collaboration toujours très étroite avec la Fondation Nicolas Hulot en particulier sur les enjeux de réforme de la politique commerciale européenne et sur l'accord UE/Mercosur
- Coordination avec les organisations les plus actives du collectif Stop TAFTA/CETA/Mercosur (AITEC, ATTAC, Foodwatch, Amis de la Terre, Confédération paysanne et CGT notamment) à la fois dans le cadre de la fin de la campagne sur l'arbitrage d'investissement et le traité ONU (organisation de la réunion de bilan de la campagne stop impunité le 3/02) et sur l'accord UE/Mercosur.
- Coordination de plusieurs documents de position collectifs ([Lettre](#) pour la remise de la pétition Stop Impunité au MAEE, Jan. 2020 ; tribune Mercosur, Sept. 2020)
- Échanges réguliers avec le RAC France sur les enjeux commerce et environnement (élaboration du document de position du Climate Action Network Europe sur le commerce, examen conjoint des propositions de la convention citoyenne pour le climat sur le volet commerce, échanges sur le dossier du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières)
- Échanges avec Fern, Greenpeace et le CCFD-Terre Solidaire sur le contenu de l'accord UE / Mercosur et coordination avec les ONG qui travaillent sur les enjeux de déforestation importée.
- Échanges réguliers informels avec Interbev et la Fédération nationale bovine sur le suivi de la mise en œuvre provisoire du CETA et sur le processus politique de ratification de l'accord avec le Mercosur pour coordonner nos activités de plaidoyer. Contacts réguliers avec Marine Colli, chargée des relations publiques et Bruno Dufayet, Président et préparation d'une étude conjointe sur les mesures miroirs. Cette coordination est très importante pour diffuser notre expertise et pour toucher les parlementaires de droite qui sont beaucoup plus sensible à leurs arguments qu'aux nôtres. Cela a été déterminant pour obtenir l'engagement des LR de voter contre le CETA.
- Contact occasionnel avec UFC Que choisir (notamment sur le suivi des impacts du CETA)
- Séances de travail avec l'Iddri (Yann Laurens et Tancrede Voituriez) sur l'accord UE Mercosur et la politique commerciale de l'UE : 11/09 et 02/10 et invitation à intervenir lors de leur tour d'horizon sur la révision de la politique commerciale (nov 2020). L'Institut Veblen encourage notamment l'Iddri à adopter une position beaucoup plus critique et à porter des propositions plus ambitieuses.

- **Niveau européen**

- Participation à différents groupes de travail thématiques (Mercosur, TCE, CETA, Investissement, ...)
- Participation à la réunion stratégique sur le traité sur la charte de l'énergie : 27 et 28 avril 2020 (L'Institut Veblen a ensuite coordonné le travail auprès du Parlement européen sur le TCE ; participé activement à la préparation de l'appel des scientifiques et des personnalités engagées dans la lutte contre le changement climatique sur le TCE et participé aux discussions plus techniques sur les solutions juridiques pour une sortie concertée de l'accord).
- Participation à la réunion stratégique Mercosur : 28 et 29 avril 2020 (et participation au groupe de travail sur la lettre des économistes)
- Travail conjoint avec Client Earth, FIDH, Fern et Fondation Nicolas Hulot sur la plainte auprès de l'ombudsman concernant l'étude d'impact sur le développement durable relative à l'accord UE/Mercosur
- Travail étroit avec CAN Europe sur le TCE.
- Contribution à l'élaboration, l'appel à signatures et la diffusion de différents documents de position UE ou internationaux : [Appel](#) des organisations de la société civile à ne pas ratifier l'accord UE-Vietnam, fev 2020 ; [EU/US talks ; Health, environment and climate are not negotiable](#), 20/02/2020 ; [Lettre ouverte](#) aux Gouvernements sur l'arbitrage d'investissement et le Covid 19 (630 organisations de 90 pays) Juin 2020)
- Échanges avec Stéphanie Ghislain, de eurogroup for animals, au sujet du Domestic Advisory Board du CETA

3.3 Plaidoyer pour une autre politique commerciale

A. Suivi et analyse de la politique commerciale de la France et de l'UE

• Suivi des effets de l'application provisoire du CETA et évaluation de la mise en œuvre du plan d'action français sur le CETA

- Questions envoyées aux sénateurs des Commissions affaires étrangères / européennes / économiques, à l'occasion de l'audition de l'ambassadrice du Canada, 02/02/2020 (48) et livetweet
- Travail de suivi avec des experts de la commission Schubert pour examiner les mesures de mise en œuvre en particulier sur le volet agricole et sanitaire (avec Jean Luc Angot et Sophie Devienne notamment)
- Diffusion de l'audit réalisé par la DG Santé sur le respect des engagements sanitaires du Canada dans la filière viande (Excellente couverture par [Le Monde](#), septembre 2020, relayée aussi par [UFC Que choisir](#) ?).

• Suivi des négociations en cours (UE/Mercosur, TCE, MIC, UE/Nouvelle Zélande, UE/Australie, UE/US, UE/Mexique, Brexit, TBI avec la Chine)

Accord UE Mercosur

- Suivi du processus de Sustainability impact assessment commandité par la CE
 - Lettre à la COM, DG Trade en janvier 2020 (avec Client Earth et FERN)
 - [Plainte](#) à l'Ombudsman UE en juin 2020 (plainte [acceptée](#) en Juillet, réponse de la COM en Nov).
 - [Contribution](#) des organisations plaignantes sur le projet de rapport final de SIA
 - Réponse des plaignants à la réponse de la Commission européenne à l'Ombudsman (07/12)
- Analyse détaillée du rapport Ambec publié mi-septembre (voir [Communiqué de presse](#)) et travail média en amont de la publication du rapport pour garantir une bonne couverture.
- Appui à la préparation et signature d'une [tribune](#) collective française, en lien avec le CCFD et Greenpeace (mi septembre)
- Organisation d'un [webinaire](#) avec Stefan Ambec et Marie Pierre Vedrenne (eurodéputée LREM, vice présidente de la Commission INTA du PE), Octobre 2020
- Contribution à la préparation d'une [déclaration](#) internationale d'économistes sur l'accord, publiée le 8 novembre 2020 (participation à la rédaction, lien avec Pierre Kholer notamment, etc.)

Accord UE/Vietnam

- [Analyse](#) de l'accord UE Vietnam, 21/01
- Diffusion du document de position de la société civile
- Mail aux eurodéputés français (avant le vote de la Commission INTA du 21/01/2020) et interpellation sur les RS avant le vote en plénière la semaine du 10/02/2020

Relance des négociations avec les États-Unis

- Travail de suivi et d'analyse
- Diffusion du document de position conjointe : [EU/US talks ; Health, environment and climate are not negotiable](#), 20/02/2020

Cour multilatérale d'investissement

Participation à un évènement organisé par la DG trade sur le suivi des négociations, 17/09

B. Plaidoyer général en faveur d'une réforme de la politique commerciale

• Publication du livre « Après le libre-échange. Quel commerce international face aux défis écologiques ».

- Réalisation de petites vidéos pour les réseaux sociaux

- Multiples envois presse et décideurs (voir les retombées)

- **Notes et policy briefings de l'Institut Veblen**

- « L'après-Covid-19. Pour une économie plus résiliente et durable. Raccourcir les chaînes de valeur, régionaliser et relocaliser », [Note](#) de l'Institut Veblen et de la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme, août 2020.

- Réponse à la consultation UE sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières – 28/10 (note en anglais et en français à paraître en 2021)

- [Réponse](#) à la consultation UE sur la révision de la politique commerciale – 15/11

- Travaux exploratoire pour la préparation d'un rapport sur les mesures miroirs dans l'agriculture pour 2021 avec la FNH et Interbev

- **Autres publications spécialisées**

La dérégulation, un défi pour les territoires ? Interview croisée de Mathilde Dupré et Pierre Veltz, [Revue Projet](#), décembre 2020

Le commerce mondial à l'heure de la transition, mars 2020, [Revue Esprit](#)

European trade policy and the Green Deal, mars 2020, [Green European Journal](#) (disponible aussi en français)

Les accords de commerce de nouvelle génération : une menace pour les populations, la planète et la démocratie, Janvier 2020, [Cahiers de l'Atelier](#) avec Karine Jacquemart, Directrice de foodwatch France

- **Activités de plaidoyer**

Questions envoyées aux eurodéputés en amont de l'audition du nouveau Commissaire au Commerce, Valdis Dombrovskis, 12/10

Questions envoyées aux eurodéputés en amont de l'audition des Ministres français et néerlandais du commerce (F. Riestter et S. Kraag), en INTA, 15/10

- **Participation à des évènements :**

[Conférence](#) de l'Iddri risque écologique et commerce agricole international, 28/01

The Energy Charter Treaty: To "modernize" or to exit?, part of IISD's series of Webinars on Investment Law and Policy, focused on the Energy Charter Treaty (ECT). 22/01/2020

EU/Mercosur agreement, study published by the Greens and Powershift, 28/01

Climate and trade de powershift, 11/02,

[Présentation](#) du rapport de Yamina Saheb sur le TCE, [Openexp](#), Modernisation of the Energy Charter Treaty: A Global Tragedy at a High Cost for Taxpayers, 12/02,

Séance d'ouverture du séminaire sur les soutenabilités, France Stratégie, 6/02

Présentation du rapport Ademe OFCE au RAC sur la taxe carbone aux frontières, 21/02

Extension du TCE, 21/04/2020

Modernisation of the Energy Charter Treaty: where are we heading?, EEB, 3 September 2020

Présentation de l'ouvrage annuel du CEPII sur la mondialisation, 09/09

Conférence CEPII sur les limites de l'hypermondialisation, 10/11

C. Traité sur la charte de l'Énergie

L'Institut Veblen a collaboré étroitement toute l'année avec Yamina Saheb, ancienne responsable du département efficacité énergétique du secrétariat international du TCE et auteure du GIEC, aujourd'hui lanceuse d'alerte sur la nocivité de ce traité.

Activités

- Note Veblen, [Pourquoi faut-il sortir du TCE](#) (mars 2020)
- [Webinaire](#) organisé avec la FNH le 3 juillet avec les eurodéputés S&D Aurore Lalucq et LREM Marie Pierre Vedrenne.
- Coordination d'une [tribune](#) d'eurodéputés en juin pour le premier round de négo (aussi en français dans [Libération](#) et en Espagnol dans [El Diario](#)). En parallèle, Yamina Saheb avait poussé une tribune de 14 députés français de la majorité dans [Le Monde](#).
- Organisation de deux sessions un peu informelles de debriefing avec les eurodéputés intéressés après les deux premiers rounds de négociations
- Préparation d'une déclaration des eurodéputés et parlementaires nationaux européens (de plus de 20 pays et 5 groupes politiques)
 - Première publication avec 150 signatures pour le second round de négociations (septembre 2020) : publication dans [Euractiv](#) et [l'Obs](#) ainsi que dans [El Diario](#).
 - Liste actualisée de 250 signataires, mentionnée dans la newsletter de Politico (+ réseaux sociaux, communiqué de presse et sur le site de plusieurs eurodéputés dont celui de [Anna Cavazzini](#) et de [Manon Aubry](#))
 - Publication finale sur le site www.endfossilprotection.org pour la conférence plénière annuelle du TCE avec plus de 300 signatures
- Rédaction et promotion d'un amendement dans la loi climat européenne discutée à l'automne au Parlement européen sur le TCE : travail mené avec Aurore Lalucq, Marie Toussaint, Pascal Canfin, Pascal Durand et Manon Aubry. Grâce à nos efforts, le 07/10, le Parlement européen a adopté l'amendement 143/2 dans la loi européenne sur le climat (article 8) : "*L'Union met fin à la protection des investissements dans les combustibles fossiles dans le cadre de la modernisation du traité sur la charte de l'énergie*".
- Mail aux eurodéputés français sur le débat TCE en plénière, 21/10/2020 ([note](#) sur le processus de modernisation en cours)
- Courrier envoyé aux Ministres UE de l'Énergie (en France : Pompili et Riester) 28/10 avec RAC, CAN, FoEE
- Préparation du Climate leader statement publié le 08/12 (l'Institut Veblen a activement participé à la préparation du texte et à la sollicitation des signataires. Il a aussi été à l'origine du [site web](#) préparé pour lancer l'appel et mettre en avant aussi les autres initiatives lancées par Génération Climat Europe, les investisseurs (IIGCC) et la fédération européenne des énergies renouvelables. Il gère aujourd'hui seul ce site. Et il a été très actif pour la communication de cet appel auprès des médias et du grand public sur les réseaux sociaux).



Résultats

- La couverture médiatique du sujet a considérablement augmenté.
- Le parlement européen qui était très faiblement mobilisé sur le sujet est devenu un acteur majeur dans la discussion européenne.
- La France, l'Espagne et le Luxembourg sont désormais favorables à un retrait conjoint, en cas d'échec du processus de modernisation. La France l'a officiellement annoncé dans sa contribution à la consultation UE sur la réforme de la politique commerciale de l'UE.
- La Commission européenne a été contrainte de réhausser son niveau d'ambition dans les propositions qu'elle porte dans la négociations (cf. [proposition](#) fuitée de la Commission sur la définition des activités couvertes dans Politico, Novembre 2020. Il n'y a pas encore d'accord au Conseil sur cette proposition qui reste au demeurant très en deçà des demandes du Parlement européen)
- Le 22/10, la commissaire à l'Energie Kadri Simson s'est adressée au Parlement européen lors d'un débat en plénière sur le thème "Aligner le TCE sur le Green Deal". Elle a souligné qu'une "*réforme substantielle*" de l'accord était nécessaire. Elle a également reconnu qu'une modernisation réussie sera un défi, soulignant à plusieurs reprises que les parties contractantes ont des opinions divergentes.
- Pour la première fois, la [Commission a publiquement déclaré](#) dans une réponse aux questions posées par des eurodéputés qu'un retrait du TCE était une option à considérer en cas d'échec du processus de modernisation.

D. Plaidoyer en faveur de la fin de l'arbitrage d'investissement

- **Clôture de la campagne ISDS / Traité ONU menée en 2019 : participation active au comité d'animation de la campagne composé de Swann Bommier, CCFD, Juliette Renaud, AdT et Maxime Combes, AITEC/ATTAC**

- Remise de la pétition au Quai d'Orsay
- Courrier au Gouvernement et aux parlementaires et CP de bilan
- Réunion de bilan avec les membres français de la campagne et invitation à poursuivre les activités conjointes sur des initiatives plus ciblées sur le TCE

- **Activités propres de l'Institut Veblen**

[Réponse](#) à la consultation UE sur la protection des investissements intra européens avec une [Note](#) spécifique – 08/09

E. Rendez-vous décideurs

- **Parlement européen :**

- Echange avec les équipes des signataires de la tribune TCE d'Euractiv.

- RDV avec la vice-présidente de la Commission INTA, Marie Pierre Vedrenne, LREM (boucle télégram avec elle depuis), 01/06, avec Samuel Leré
- Organisation d'un webinaire de debrief du 1er round de modernisation du TCE avec les eurodéputés et Yamina Saheb, 23/07 (une dizaine de participants de différentes nationalités et groupes politiques)
- Echanges réguliers avec le groupe d'eurodéputés leaders sur la déclaration des parlementaires UE : initiée par Maria ARENA (S&D, Belgique), Manon AUBRY, (GUE/NGL, France), Saskia BRICMONT (Greens/EFA, Belgique), Anna CAVAZZINI (Greens/EFA, Allemagne), Pascal DURAND (Renew Europe, France), Aurore LALUCQ (S&D, France) et Helmut SCHOLZ (GUE/NGL, Allemagne)
- Echanges réguliers aussi avec Pascal Canfin, notamment sur la loi Climat, Marie Toussaint, avec l'équipe de Yannick Jadot, surtout sur l'accord UE/Mercosur

- **Commission européenne :**

- RDV avec un consultant sur la politique de la DG Trade auprès de la société civile, 17/09
- Civil society dialogue, DG Trade, avec Valdis Dombrovskis, 13/11
- Civil society dialogue, DG Trade, avec Denis Redonnet nouveau EU chief trade enforcement officer, 13/11
- Civil society dialogue, DG Trade, MIC 24/09

- **Gouvernement français :**

Comité de suivi de la politique commerciale avec Jean Baptiste Lemoyne puis Frank Riester : 3 réunions (13/01 ; 09/09 et 29/10)

Séance outreach du Trésor : 29/05

Rendez-vous à l'Elysée avec le Conseiller commerce, Charles Henri Weymuller, 09/07 et échanges réguliers par mail

Rendez-vous au cabinet du Ministère des affaires étrangères et du commerce

- 27/02 avec M. PUISAIS-JAUVIN et Joachim BOKOBZA et des organisations de la société civile française participant à la campagne de mobilisation « Stop Impunité : des droits pour les peuples, des règnes pour les multinationales »
- 02/09 avec Joachim Bokobza et la FNH sur la révision de la politique commerciale
- 23/09 : RDV Cab Riester et Beaune, avec CCFD, Greenpeace, ATTAC, etc. sur déforestation importée et accord UE/Mercosur
- 22/10 : RDV Joachim Bokobza sur UE/Mercosur

Rendez-vous avec le cabinet du Ministère de l'écologie

Echanges réguliers par mail

RDV Deprédurand en charge des dossiers UE, TCE, 27/11

- **Sénat :**

Audition par le groupe urgence climatique du Sénat, 19/02/20 :

Table ronde Libre échange ou juste échange, quelle politique commerciale au XXIe siècle ? Focus sur le CETA, avec Marine Colli, chargée des relations institutionnelles de la Fédération Nationale Bovine, Mathilde Dupré, co-directrice de l'Institut Veblen, Sophie Devienne, professeure à AgroParisTech et membre de la [Commission Schubert](#), (commission en charge de l'évaluation de l'impact du CETA sur l'environnement, le climat et la santé) et Samuel Leré, responsable du plaidoyer de la Fondation Nicolas Hulot

En présence de 11 sénateurs : Joël Labbé, Sénateur du Morbihan, Aff. éco, RDSE; Jean-Michel Houllégatte, Manche, ComDD, Socialistes et Républicains; Annick Billon, Sénatrice de Vendée, Com. éduc., Union Centriste ; Henri Cabanel, Sénateur de l'Hérault, Com. Aff. éco, RDSE; Evelyne Perrot, Aube, Com.DD Union Centriste; Jérôme Bignon, Somme, Com. DD, Les indépendants; Angèle Prévaille, Sénatrice du Lot, Com. DD, Socialistes et Républicains; Olivier Jacquin, Sénateur de Meurthe et Moselle, Com. DD, Socialistes et Républicains; Jean-Pierre Moga, Sénateur de Lot et Garonne, Com.aff éco, Union Centriste; Marie-Pierre Monier, Sénatrice de la Drôme, Com. culture, Socialistes et Républicains; Ronan Dantec, Sénateur de Loire Atlantique, Com.DD, RDSE; ainsi que les collaborateurs de Bernard Jomier, Sénateur de Paris, Aff. sociales, Socialistes et Républicains ;

Guillaume Gontard, Sénateur de l'Isère, Com.DD, Communiste républicain citoyen et écologiste;
Frédéric Marchand, Sénateur du Nord, Com DD, LREM

Audition par le groupe PS du Sénat (visio), 24/03

- **Assemblée nationale**

Points réguliers avec Matthieu Orphelin et son collaborateur

Travail conjoint avec l'équipe de Marjolaine Meynier Millefert (LREM) et Dominique Potier sur la déclaration des parlementaires sur le TCE

- **Autres :**

RDV avec les membres de la commission Ambec sur l'accord UE/Mercosur, 30/09

RDV avec l'ambassade de Nouvelle Zélande, 04/11

Audition par la section affaires internationale du CESE sur la stratégie d'accueil des IDE en France, 14/10 et ([interview](#) vidéo sur l'accord UE/Mercosur).

3.4 Interventions publiques liées au programme

A. Évènements organisés par l'Institut

- 3 Juillet 2020 – Webinaire : modernisation du Traité sur la Charte de l'Énergie : peut-il être compatible avec l'Accord de Paris ?

À la veille de l'ouverture des négociations sur la modernisation du Traité sur la Charte de l'Énergie (du 6 au 9 juillet), ce webinaire vise à dresser un bilan de cet accord de protection des investissements dans le secteur de l'énergie et examiner les pistes d'action nécessaires pour le rendre compatible avec l'Accord de Paris sur le Climat et l'objectif de neutralité carbone fixé par le projet de Green Deal de la Commission européenne.

Avec : **Yamina Saheb**, ancienne responsable de l'unité efficacité énergétique du secrétariat international du TCE et auteure du GIEC, **Marie Pierre Vedrenne**, vice Présidente de la Commission INTA du Parlement européen (Renew) et **Aurore Lalucq**, coprésidente de l'intergroupe Green New Deal du Parlement européen. Animation Mathilde Dupré et Samuel Leré

14 Oct 2020 – Webinaire : Quel commerce international face aux défis écologiques ?

Avec : **Stefan Ambec**, professeur à la *Toulouse School of Economics* et président de la Commission d'experts chargée de l'évaluation de l'accord UE-Mercosur, **Mathilde Dupré**, co-directrice de l'Institut Veblen et co-auteure de *Après le libre-échange*, **Marie-Pierre Védrenne**, eurodéputée et vice-présidente de la commission du commerce international au Parlement européen.

B. Autres interventions

26 février 2020 - Multinationales et démocratie. Soirée organisée par le CCFD - Terre Solidaire en partenariat avec la licence professionnelle "Chargé de projet de solidarité internationale et de développement durable" de l'Université Montaigne ; avec Mathilde Dupré, co-directrice de l'Institut Veblen, Olivier Petitjean, journaliste spécialiste des multinationales et Dominique Potier, député de Meurthe et Moselle.

9 Juillet 2020 - Webinaire ETUI : les promesses et les défis d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Avec : **Benjamin Denis**, conseiller politique industriAll Europe, **Mathilde Dupré**, co-directrice de l'Institut Veblen, **Georg Zachmann**, Senior Fellow Bruegel et **Kathleen Van Brempt**, députée européenne, membre du groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates.

10 Oct 2020 - Conférence à la Cité de l'Économie : « Déglobalisation, nouvelle mondialisation : la pandémie peut-elle bouleverser l'ordre économique internationale ? ». Avec : **Mathilde Dupré**, codirectrice de l'Institut Veblen et **Isabelle Mejean**, professeure à l'École polytechnique, chercheuse au Centre de recherche en économie et statistique (CREST). Ses travaux portent sur l'économie internationale et les effets de la mondialisation des échanges. Elle est lauréate du Prix du meilleur jeune économiste 2020, décerné par *Le Monde* et le Cercle des économistes.

29 Sept 2020 - Conférence au Parlement européen : le dilemme du traité sur la Charte de l'énergie de l'UE. Mathilde Dupré, co-directrice de l'Institut Veblen, participe à cette conférence organisée à l'occasion du lancement d'une étude réalisée par Ciaran Cross pour la GUE/NGL.

27 Non Webinaire Iddri, échange européen sur la révision de la politique commerciale

28 Nov 2020 - Relocaliser l'économie : comment, à quel niveau et pour quelles producteurs ? Avec : **Arnaud Montebourg**, Fondateur de la société Les Équipes du Made in France, **Hugues Sybille**, Président du Labo de l'ESS et de la Fondation du Crédit Coopératif, **El-Mouhoub Mouhoud**, Professeur d'économie à l'Université Paris Dauphine (PSL-Research University) et **Mathilde Dupré** codirectrice de l'Institut Veblen.

15 décembre 2020 - Intervention au parlement norvégien sur l'accord UE/Mercosur

29/01 Université Paris I Sorbonne, Master Communication et Information Economiques et Financières (CIEF), Séminaire « Lobbying et Plaidoyer »,
Sciences-Po, Clinique du Droit, Master, intervention sur l'arbitrage d'investissement, 10/02
Master 2 Gouvernance des organisations pour le développement international, à l'invitation de Jean Pierre Chanteau, Université Grenoble Alpes, 19/11
Intervention à la Sorbonne, Master 2 de Droit des affaires, à l'invitation de Matthias Audit, sur l'arbitrage, 08/12

3.5 Présence dans les médias

- **Communiqués de presse**

Mini Davos à Versailles : tapis rouge ou régulations contraignantes pour les multinationales ?, Annonce de la fin de la campagne ISDS et Traité ONU Stop Impunité, avec l'ensemble des organisations françaises impliquées dans la campagne, 17/01/2020

847 000 européens exigent la fin de l'impunité des multinationales et de l'arbitrage entre investisseurs et Etats, Information presse sur les résultats de la campagne Stop Impunité, avec l'ensemble des organisations françaises impliquées dans la campagne, 07/02/2020

Le Green Deal à l'épreuve des faits avec l'accord UE-Vietnam soumis au vote du Parlement européen mercredi 12 février 2020, Examen au parlement européen de l'accord UE-Vietnam avec foodwatch et FNH, 11/02/2020

Accord UE / Mercosur : 5 organisations déposent une plainte auprès de la médiatrice de l'UE (EU Mercosur trade agreement : 5 organisations file a complaint with the EU Ombudsman) avec Client Earth, Fern, FIDH et FNH, 15/06/2020

Accord UE / Mercosur : la Médiatrice de l'UE ouvre une enquête (EU Mercosur deal : the EU ombudsman opens an inquiry), avec Client Earth, Fern, FIDH et FNH, 10/07/2020

LIVRE A PARAÎTRE 10/09. Après le libre-échange : quel commerce international face aux défis écologiques, avec la FNH, 23/07/2020

Annnonce de la publication du livre. Après le libre-échange : quel commerce international face aux défis écologiques, avec la FNH, 10/09/2020

[Accord UE-Mercosur : Au-delà de la politique de Bolsonaro, c'est le contenu même de l'accord qui promet une catastrophe environnementale \(Beyond the Bolsonaro policy, it is the very content of the EU-Mercosur agreement that promises an environmental disaster\)](#), avec la FNH 17/09/2020

Invitation [webinaire](#) 14/10 : Quel commerce international face aux défis écologiques ?, 10/10/2020

[Traité sur la Charte de l'énergie : plus de 240 parlementaires européens demandent une réforme ambitieuse ou un retrait rapide](#), 3/11/2020

[Plus de 200 scientifiques et leaders climatiques demandent la fin de la protection des fossiles](#), 08/12/2020

EU continues to ignore social, environmental impact of South American trade deal, Réponse à la CE dans le cadre de la plainte Ombudsman, avec Client Earth, Fern, FIDH et FNH, 09/12/2020

- **Dossier de presse**

Dossier de presse pour le lancement de l'appel des scientifiques et des personnalités engagées pour le climat sur le TCE (décembre 2020)

- **Tribunes**

16/09/2020	France Info	Des "risques majeurs sur le climat" : des ONG réclament l'abandon de l'accord entre l'UE et le Mercosur
------------	-------------	---

- **Échanges avec des journalistes**

Points réguliers avec Ludovic Lamant de Médiapart et Maxime Vaudano du Monde (travail conjoint pour une exclu sur l'audit sanitaire de la filière viande au Canada – cf. article de Septembre 2020)

Entretien avec Julien Bouissou, Le Monde pour une exclu sur le rapport Ambec (16/09)

Réunion de préparation de sujets pour Investigate EU avec Cornelia Maarfield de CAN Europe sur TCE (29/09)

Réunion avec une journaliste d'Arte sur les pesticides et le Brésil, 08/07

Tournage documentaire sur les agriculteurs avec des journalistes de BFM, 23/01

Interview revue projet 15/09

Entretien de fond avec Marie Charrel, Le Monde, sur la politique commerciale européenne, 25/11

- **Retombées médias**

23/01/2020	France Culture	Faut-il supprimer les frontières ?
02/05/2020	France Culture	Pendant la crise, le libre échange européen continue
06/05/2020	Le Monde	Les propositions de neuf personnalités pour l'après COVID-19
15/06/2020	L'Humanité	La Commission européenne coresponsable des incendies en Amazonie !
16/06/2020	Ouest France	Traité UE-Mercosur. Cinq ONG, dont la Fondation Nicolas Hulot, ont déposé plainte
16/06/2020	BFM Business	Cinq ONG portent plainte auprès de l'UE à propos du traité avec le Mercosur
07/09/2020	La Croix	L'OMC à la recherche d'un directeur... et d'un avenir
07/09/2020	Equal Times	Le Traité sur la Charte de l'énergie, cet accord méconnu qui emprisonne les politiques environnementales des Etats

16/09/2020	Aef info	"La politique commerciale de l'UE est la plus en retard en matière environnementale"
17/09/2020	Marianne	Selon plusieurs experts, l'accord UE-Mercosur risque d'accélérer la déforestation
18/09/2020	Le Monde	L'accord UE-Mercosur risque d'accélérer la déforestation selon les experts
18/09/2020	Ouest France	Accord UE-Mercosur : un rapport à Castex pointe les dégâts redoutés sur l'environnement
18/09/2020	Le Monde	CETA et bœuf aux hormones : des « défaillances » dans le contrôle des importations en Europe
18/09/2020	Les Echos	Paris maintient son opposition à l'accord commercial UE-Mercosur
19/09/2020	Le Parisien	Accord UE-Mercosur : pour la France, c'est toujours non
19/09/2020	Reporterre	Le traité Mercosur aurait des conséquences désastreuses pour l'Amazonie
19/09/2020	L'Express	Pourquoi la France est toujours opposée au projet d'accord UE-Mercosur
20/09/2020	France Culture	Accord avec le Mercosur : la déforestation au cœur du rejet français
20/09/2020	Mediapart	Mercosur : « Serons-nous prêts à mettre notre veto à Bruxelles ? » - Interview de Mathilde Dupré
25/09/2020	Good Planet Mag	On ne pourra pas achever la transition écologique sans réguler la mondialisation
03/10/2020	Que Choisir	Ceta : des constats inquiétants... et après ?
03/10/2020	RFI	Mathilde Dupré invitée du Carrefour de l'Europe
07/10/2020	La Croix	« Après le libre-échange », pour un autre commerce international
08/12/2020	Le Monde	Le traité sur la charte de l'énergie, une menace pour les objectifs climatiques de l'Union européenne
08/12/2020	L'Opinion	Energie : le traité qui décrédibilise la politique climatique européenne
23/12/2020	France Musique	Cadeaux de Noël : Trois livres à offrir sur les enjeux économiques

- **Réseaux sociaux**

Twitter : 4106 followers sur le compte Mathilde Dupré et 3772 sur le compte Veblen

Échanges réguliers avec des parlementaires et des décideurs :

Pascal Canfin @pcanfin · 6 oct. 2020
 La délégation @Renaissance_UE et le groupe @RenewEurope vont soutenir dans la loi climat votée aujourd'hui la fin de la protection des énergies fossiles du traité de la charte de l'énergie. @VeblenInstitute @Mathilde_Dupre_

2 38 99

Mathilde Dupré @Mathilde_Dupre_ · 6 oct. 2020
 Merci beaucoup pour ce soutien 🙌! En espérant que cela permette d'inscrire cette exigence de cohérence dans la #ClimateLaw

1 2

Franck Riester @franckriester · 4 déc. 2020
 Compte gouvernemental, France
 Short answer: no, we won't. The @French_Gov has made it abundantly clear that we won't sign any deal if #Mercosur does not commit to upholding the Paris Agreement on Climate Change and fighting against deforestation.

Here is our position gouvernement.fr/partage/11745-...

Mathilde Dupré @Mathilde_Dupre_ · 4 déc. 2020
 According to @politico there is "no categoric "NON" from 🇫🇷 on #Mercosur". @franckriester @EmmanuelMacron @barbarapompili Are you really going to let the @EU_Commission push through the ratification of this agreement without changing its content to prevent the identified dangers?

Afficher cette discussion



2 11 19

Mathilde Dupré @Mathilde_Dupre_ · 8 déc. 2020
 What are the red lines you are going to draw? Asking for a simple 🇫🇷 commitment to do more against deforestation will not prevent the negative impacts. The content of the agreement must be reviewed to ensure that imported products do not fuel deforestation

Bernd Lange @berndlange · 6 oct. 2020
 Mistake, I'll correct this

Mathilde Dupré @Mathilde_Dupre_ · 6 oct. 2020
 Dear @berndlange. You have been the only @TheProgressives voting against Amdt 33 in the Warborn report on trade today. Will you support tomorrow the Amendment 143/2 of #EUClimateLaw about the end of investment protection in fossil fuels in the modernization process of the #ECT?



1 2 10

- **Chroniques dans Alternatives Économiques**

[Investissements étrangers dans les fossiles : l'Europe prête à agir ?](#), 9/12/2020,

[Le Ceta survivra-t-il à la Convention citoyenne pour le climat ?](#), 26/06/2020

[Accord UE-Mercosur : les Pays-Bas infligent un revers majeur à Bruxelles](#), 09/06/2020

[Les investisseurs étrangers vont-ils attaquer les plans de lutte contre le Covid-19 des Etats ?](#), 20/04/2020

4. Le Green Deal et les politiques de relance

Juste avant que la crise du Covid n'éclate en Europe, le lancement du « Green Deal » européen par la Commission européenne nous avait incité à ouvrir un **nouveau programme** consacré à suivre la mise en œuvre de ce nouveau projet. Avec la crise sanitaire et économique, il nous a semblé important de poursuivre en examinant la compatibilité des plans de relance qui ont suivi et continueront de suivre avec ce projet. Malgré ses faiblesses et ses incohérences, le Green Deal reste la proposition politique européenne la plus ambitieuse à ce jour sur le plan de la transition. Dans le contexte politique où l'UE « devance » de plus en plus les Etats membres sur le plan des objectifs climatiques et environnementaux mais où les politiques publiques demeurent souvent nationales, nous pensons qu'il faut pouvoir suivre les deux échelles pour intervenir efficacement dans le débat sur les politiques de transition. C'est aussi dans le cadre de ce programme que nous avons suivi les conclusions de la convention citoyenne sur le climat et la préparation du projet de loi qui en découle.

4. 1. Publications

[Réussir le « Green Deal » : un programme social-écologique pour sortir l'Europe de la crise](#), Wojtek Kalinowski & Julien Hallak & Mathilde Dupré. [Traduction anglaise ici](#).

[Pour une relance européenne fidèle au « serment vert »](#), Wojtek Kalinowski & Julien Hallak & Mathilde Dupré, [Traduction anglaise ici](#).

Un dossier « Covid-19 et transition écologique » :

- [« Le travail à l'épreuve du Covid-19 : Entretien avec Dominique Meda »](#), mai 2020
- [« Pour sortir de la crise, repensons la monnaie : Entretien avec Laurence Scialom et Baptiste Bridonneau »](#), mai 2020
- [« Protection sociale : quelles nouvelles solidarités face à la crise ? Entretien avec Michaël Zemmour »](#), mai 2020
- [« Quels instruments monétaires et financiers face à la crise du Covid-19 ? Entretien avec Jézabel Couppey-Soubeyran »](#) ; mai 2020

4. 2. Evénements et interventions publiques

27 mai 2020 : Rebâtir la sécurité sociale

Cycle de 3 webinaires gratuits en live sur Facebook : "Comment rebâtir l'économie après la crise de COVID-19 ?" Avec **Bernard Friot**, économiste et sociologue, professeur émérite à l'Université Paris-Ouest Nanterre, membre du Réseau Salariat, **Michaël Zemmour**, maître de conférences en économie à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, **Faïza Hirach**, porte-parole du collectif de soignant-e-s "La santé en lutte", **Pierre-Yves Chanu**, économiste et conseiller confédéral de la CGT et **Kim De Witte**, juriste et économiste, député fédéral du Parti des Travailleurs Belges.

Modération : **Marian de Foy** (rethinking Economics) et **Julien Hallak** (Institut Veblen).

16 juin 2020 : Après le Covid-19, l'économie toujours contre l'écologie ?

L'économie européenne se remet lentement du choc de la crise sanitaire, et le débat sur le « monde d'après » ne fait que commencer. Webinaire organisé par la revue *Esprit* et l'Institut Veblen pour débattre des risques et des opportunités de la situation actuelle.

Avec : **Franck Aggeri**, professeur de management à Mines Paris Tech, il a notamment contribué à l'ouvrage *Organiser le développement durable* (Vuibert, 2005), **Mathilde Dupré**, co-directrice de l'Institut Veblen et **Alice Le Roy**, membre de CARMA (Coopération pour une Ambition agricole, Rurale et Métropolitaine d'Avenir).

Animation : **Bernard Perret**, socio-économiste, auteur de *Pour une raison écologique* (Flammarion, 2011), *Au-delà du marché* (Les Petits Matins et l'Institut Veblen, 2015) et *Quand l'avenir nous échappe* (Desclée de Brouwer).

27 novembre 2020 : Quels leviers mobiliser pour assurer une relance sociale et écologique ?

L'Institut Veblen est partenaire des Journées de l'Économie autrement qui se tiennent à Dijon, les 27 et 28 novembre 2020 : deux jours pour débattre des défis auxquels la société française est aujourd'hui confrontée et pour découvrir comment les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire contribuent à y répondre.

Avec : **Benoît Catel**, Directeur général du Crédit Coopératif, **Nathalie Lhayani**, Directrice de la politique durable du Groupe de la Caisse des Dépôts, **Laurence Scialom**, Professeure des universités et du laboratoire EconomiX et **Mathilde Dupré**, codirectrice de l'Institut Veblen.

Animation : **Isabelle Laudier**, responsable de l'Institut CDC pour la Recherche.

15 Dec. 2020 : Conférence de la Fondation Terre Solidaire : en quoi la crise peut-elle être un accélérateur ou au contraire un frein à la transition écologique ? avec Mathilde Dupré.

4. 3. Couverture médiatique

21/01/2020		France TV Info	"Le Green Deal" : interview dans France TV INFO
14/05/2020		Le Monde	"Pour sortir des crises à répétitions, faisons de la résilience le principe de l'action publique"
25/05/2020		Alternatives Economiques	Post Covid Climat : huit propositions pour changer d'air
05/06/2020		Alternatives Economiques	Face à la crise, huit solutions au banc d'essai

02/09/2020		France Culture	Europe, Etats-Unis : les nouveaux plans de relance ?
03/09/2020		Les Echos	Plan de relance : l'accueil mi-chèvre mi-chou des milieu écologistes
05/09/2020		Reporterre	Le plan de relance "ne permettra pas à la France de respecter ses objectifs climatiques"
11/09/2020		France Culture	France Relance : un plan entre tempo politique et urgence économique
28/11/2020		Le Monde	Dominique Méda : « Il est nécessaire d'investir massivement dans la prévention, parent pauvre de la politique de santé »

5. L'économie écologique dans l'enseignement et la recherche

5.1 Présentation et objectifs

Les crises économiques et écologiques que nous traversons résultent aussi d'une profonde crise de la pensée économique face à ces défis. Les mobilisations étudiantes actuelles en témoignent : ce qui est enseigné n'arme pas pour mieux comprendre le monde, et manque cruellement de recul critique. Des controverses vieilles de plusieurs décennies existent bel et bien, de la question de la croissance à l'économie du climat, mais sont relativement absentes des cours et systématiquement marginalisées dans la recherche. L'absence de débat et d'interdisciplinarité, ainsi que la marginalisation des cours permettant une prise de recul tels que l'épistémologie ou l'histoire des faits et de la pensée économique, posent un réel problème. S'il est naturel que cette branche des sciences sociales n'ait pas de réponse univoque à fournir en matière d'écologie, l'enfermement actuel dans un paradigme unique apparaît dangereux, à l'heure où il est question de véritablement transformer nos sociétés.

Ce nouveau programme, créé en 2020 et sous la responsabilité de Julien Hallak, vise à promouvoir dans l'enseignement de l'économie, la recherche et le débat public une approche des enjeux écologiques interdisciplinaire, partant des principes de respect des limites physiques de la planète et de soutenabilité forte. Elle sous-tend l'ensemble des analyses de l'Institut.

Cet axe vise à reprendre et développer les activités de Veblen en matière d'enseignement de l'économie, de débat sur les théories économiques, avec notamment la publication de grands classiques comme *Economie Stationnaire* d'Herman Daly (Les Petits Matins, 2018).

Nos objectifs :

- Diffuser les concepts clefs de l'économie écologique
- Soutenir les mobilisations étudiantes en faveur de l'intégration des enjeux écologiques à l'enseignement de l'économie ainsi que du pluralisme



- Soutenir les chercheurs travaillant sur ces questions, par l'organisation de conférences et de séminaires. Veblen peut jouer un rôle significatif de diffusion des travaux, mise en réseau et publications

5.2 Activités et partenariats

La stratégie adoptée pour l'année 2020 a été de d'associer des partenaires à nos activités dans ce domaine, afin de développer un réseau sur ces questions :

- Edition 2020 du Prix Veblen

Pour soutenir les étudiants travaillant sur les questions écologiques, nous avons lancé une nouvelle édition du Prix Veblen qui récompense les mémoires de M2 en économie et disciplines voisines d'un prix de 1500 € assorti d'une publication. Nous avons décidé de le dédier à Philippe, qui a reconnu et développé le potentiel de beaucoup de jeunes autour de lui, toujours exigeant et curieux.

Nous avons reçu une trentaine de candidatures, accompagnant leur mémoire d'un résumé d'environ cinq pages. Les profils étaient variés : formations d'agronomie et économie, IEP, école de commerce, école d'économie, ENS, master d'économie à l'université. On remarque toutefois une surreprésentation des grandes écoles et formations parisiennes, biais qu'il s'agira de corriger par une meilleure diffusion.

Le lauréat pour cette année est Charles Claron, doctorant en économie écologique au laboratoire CIRED. Son mémoire, « Préserver le patrimoine naturel commun sur les terrains privés », qui croise droit et économie avec des emprunts à Ostrom et Commons, peut être consulté [ici](#).

Le prix a été décerné à l'occasion des journées de l'économie autrement de Dijon, en novembre 2020.

- Coorganisation de l'*Exploring Economics Experience*



Le réseau international d'étudiants pour le pluralisme en économie, *Rethinking Economics*, a mis en place en 2016 une plateforme en ligne visant à recenser tous les contenus en accès libre (articles, entretiens, conférences, cours, etc.), livres et cours en ligne permettant de découvrir l'économie d'un point de vue pluraliste, c'est-à-dire interdisciplinaire, ouvert aux écoles de pensée et à la prise de distance critique.

Une équipe d'éditeurs bénévoles anime la plateforme et l'alimente en contenu, encadrée par une équipe salariée. Ces bénévoles peuvent intégrer une campagne intitulée *Exploring Economics experience*, qui demande un engagement de trois mois à mettre en ligne et éditer du contenu, voire mettre en place des projets comme des ateliers d'écriture, conférences ou séminaires.

Julien Hallak, membre de l'équipe permanente, a participé à la mise en place de la version francophone de la plateforme, et les travaux de l'Institut y sont représentés. Les publications de l'Institut aux éditions Les Petits Matins ou ECLM sont référencées sur la bibliothèque en ligne, notamment dans la section « Economie écologique ». Cela permet d'accroître notre capacité à toucher un public étudiant et à se positionner comme une référence de fond sur le sujet, notamment à travers le compte Twitter de l'association PEPS-Economie (1000 abonnés), qui relaye du contenu posté sur la plateforme, et le compte lui-même d'Exploring Economics (4 000 abonnés).



Au-delà de cette activité de référencement et de communication, nous avons surtout rendu possible l'embauche d'un coordinateur à temps partiel, financé par la Fondation Charles Leopold Mayer à hauteur de 20 000 € pour 1 an, afin d'encadrer une équipe de bénévoles francophones avec Julien dès septembre.

Ce groupe d'une trentaine d'étudiants, chargé d'alimenter la plateforme, s'est regroupé en trois groupes de travail, focalisés sur certaines thématiques et écoles de pensée :

- Economie écologique
- Monnaie, finance et économie postkeynésienne
- Institutions et pouvoirs en économie (économie institutionnelle, marxiste, féministe)

Les rendez-vous avec l'équipe sont réguliers, d'une heure toutes les deux semaines, et visent à discuter du contenu que l'on souhaite mettre en ligne sur la plateforme ainsi que d'activités de publications ou de séminaires. Le groupe a par exemple organisé une petite séance sur l'histoire des théories monétaires, et plusieurs projets d'écriture d'articles sont en cours, par exemple un article sur les controverses autour de la théorie de la valeur. On peut aussi se féliciter de la mise en ligne d'une trentaine d'articles, cours et vidéos.

L'objectif à court terme est à la fois de faire vivre la version française de la plateforme, mais aussi structurer un réseau d'étudiants intéressés par le dépassement des approches standard en économie, souvent dispersé, réseau qui peut permettre à Veblen de repérer les futurs acteurs du domaine. De plus, cela me permet (Julien) de faire une veille intellectuelle sur ces sujets et rester proche des attentes des étudiants.

A plus long terme, il s'agirait de pérenniser le financement de la FPH pour continuer à faire grandir ce réseau et envisager des projets de plus grande envergure : partenariat avec des universités ou professeurs proposant des cours pluralistes, organisation d'une école d'été, etc.

- Lancement du cycle de conférences *Penser l'économie écologique*

En lien avec l'implication de Julien dans *Exploring Economics*, ce dernier a mis en place un partenariat avec le mouvement étudiant *Pour un réveil écologique*, issu d'un manifeste étudiant pour une réforme de l'enseignement. Une série de conférences a été organisée conjointement.

6. Autres projets

6.1. Projet "Better regulation" sur la dérégulation

- **Publication d'une Note** conjointe avec FNE et New Economics Foundation 17/02/2020, La déréglementation en France et dans l'UE. Les dangers de la soi-disant « meilleure réglementation » pour la transition écologique et sociale. Communiqué de presse : [La déréglementation, un danger pour la transition écologique et les droits des citoyens en Europe et en France](#).
- **Organisation d'un évènement à l'Assemblée Nationale**, avec le groupe parlementaire Accélérons, à l'invitation de la députée Sandrine Le Feur. (18 parlementaires présents). 19/02/20. Cet évènement a connu un vrai succès car il a eu lieu au moment du début des discussions en France sur le projet de loi de simplification.
- **Organisation d'un atelier avec la société civile** sur les dangers de la déréglementation pour la transition écologique et sociale.

Présentation de la note sur la déréglementation en France par **David Powell** et **Sarah Bedford** de la NEF, **Morgane Piederrière** de FNE et **Mathilde Dupré** de l'Institut Veblen

Les risques de la déréglementation pour l'environnement et les travailleurs : le cas de Lubrizol avec **Christine Poupin**, CGT-Chimie et **Delphine Jacono**, Syndicat ational de l'Environnement.

Les instruments utilisés pour faire reculer le droit : harmonisation européenne maximale, lutte contre la surtransposition et simplification (exemple de la loi ASAP) avec **Cédric Musso**, **UFC Que Choisir** et **Morgane Piederrière**, FNE. [Compte rendu détaillé](#)

6.1 Travail sur la régulation de la publicité

9 Juin 2020 – Participation au lancement du rapport Big Corpo sur la publicité et l'influence des multinationales

Conférence de présentation du rapport *BIG CORPO. Encadrer la pub et l'influence des multinationales : un impératif écologique et démocratique*, organisée par les associations Les Amis de la Terre France, Résistance à l'Aggression Publicitaire, et Communication sans frontières, en partenariat avec le média Observatoire des multinationales.

Avec : les députés **Delphine Batho**, **Dominique Potier** et **François Ruffin**, **Juliette Renaud**, responsable de campagne sur la régulation des multinationales aux Amis de la Terre France, **Mathilde Dupré**, co-directrice de l'Institut Veblen, **Marie Cousin**, Présidente de Résistance à l'agression publicitaire, **Renaud Fossard**, responsable du programme Spim et coordinateur général du rapport et **Joëlle Le Marec**, membre du Conseil scientifique de Communication Sans Frontières .

Animation : **Olivier Petitjean** de l'Observatoire des multinationales

Couverture médiatique :

10/06/2020	20 Minutes	Mieux encadrer la pub, l'un des champs de bataille de la transition écologique ?
10/06/2020	Reporterre	Comment se libérer de la publicité, arme de séduction massive des multinationales
10/06/2020	L'Obs	« Il ne faut plus laisser la publicité faire la promotion de tout et n'importe quoi »
10/06/2020	Le Monde	Des associations demandent un meilleur encadrement de la publicité, jugée responsable de la « surconsommation »
13/06/2020	RFI	Mathilde Dupré invitée de l'émission <i>C'est pas du vent</i>

Tribune

16/09/2020	Le Monde	Environnement, santé : "Il est devenu urgent de réguler la publicité"
------------	----------	---

6.3 Autres activités

- Participation aux réunions de coordination avec les autres think-tanks et ONG (Terre Nova, I4C, Iddri, Institut Delors, Shift Project, Fabrique Ecologique, RAC, Fondation Nicolas Hulot, ECF, Institut Veblen).
- Participation au groupe de travail informel sur lobbying avec des membres du forum citoyen pour la RSE, des chercheurs, SPIM, Transparency International (audition d'experts et préparation de recommandations sur l'encadrement des activités de lobbying
- Participation à l'action en justice, pilotée par Anticor et avec 36 associations et médias, pour soutenir le Monde dans son recours contre l'avis de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) qui refuse la communication de documents au nom du secret des affaires

- Soutien aux activités coordonnées par la MLA sur les lanceurs d’alerte. Signature de deux tribunes :

07/03/2020	Libération	Coronavirus : faire taire les lanceurs d’alerte nuit gravement à la santé publique
10/12/2020	Libération	Une loi pour mieux défendre les lanceurs d'alerte

- 6 Soutien aux activités des associations et des syndicats sur la loi devoir de vigilance et la mise en œuvre dans le cadre de la première plainte à l’encontre de Total :

25/06/2020	La Croix	Devoir de vigilance : la protection des droits humains en péril
------------	----------	---

7. Annexe : Les événements de l'année

1^{er} février 2020 : Tables-rondes à l'Ageca : « Le rôle des banques centrales dans la transition écologique »

Avec **Esther Jeffers**, professeure d'économie à l'Université de Picardie Jules Verne (UPJV), **Wojtek Kalinowski**, co-directeur de l'Institut Veblen, **Robert Boyer**, directeur d'études à l'EHESS et **Jonathan Marie**, maître de conférences à l'Université Paris 13.

5 février 2020 : Conférence-débat : « Les économistes réchauffent-ils la planète ? »

Première séance du cycle de conférences "Repenser les modèles économiques pour une société écologique" organisé par l'Institut Veblen et le collectif étudiant *Pour un réveil écologique*, avec le soutien du NOISE : analyse économique du changement climatique. Le sujet a été discuté avec **Antonin Pottier**, maître de conférences en économie à l'EHESS et membre de la chaire "Énergie et prospérité" et Christian de Perthuis, professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine et fondateur de la chaire "Économie du climat".

19 février 2020 : Atelier sur les dangers de la déréglementation pour la transition écologique et sociale

- Présentation de la note sur la déréglementation en France par **David Powell** et **Sarah Bedford** de la NEF, **Morgane Piederriere** de FNE et **Mathilde Dupré** de l'Institut Veblen
- Les risques de la déréglementation pour l'environnement et les travailleurs : le cas de Lubrizol avec **Christine Poupin**, CGT-Chimie et **Delphine Jacono**, Syndicat National de l'Environnement.
- Les instruments utilisés pour faire reculer le droit : harmonisation européenne maximale, lutte contre la surtransposition et simplification (exemple de la loi ASAP) avec **Cédric Musso**, UFC Que Choisir et **Morgane Piederriere**, FNE.

26 février 2020 : Multinationales et démocratie

Soirée organisée par le CCFD - Terre Solidaire (comité catholique contre la faim et pour le développement) en partenariat avec la licence professionnelle "Chargé de projet de solidarité internationale et de développement durable" de l'Université Montaigne. Le sujet a été discuté avec Mathilde Dupré, co-directrice de l'Institut Veblen, Olivier Petitjean, journaliste spécialiste des multinationales et Dominique Potier, député de Meurthe et Moselle.

7 mars 2020 : Quelles stratégies pour les économistes hétérodoxes dans l'espace francophone ?

Journée de séminaires pour parler de pluralisme dans l'enseignement et la recherche en économie, lien avec les syndicats, mouvements étudiants et la société civile dans son ensemble.

27 mai 2020 : Rebâtir la sécurité sociale

Cycle de 3 webinaires gratuits en live sur Facebook : "Comment rebâtir l'économie après la crise de COVID-19 ?"

Avec **Bernard Friot**, économiste et sociologue, professeur émérite à l'Université Paris-Ouest Nanterre, membre du Réseau Salarial, **Michaël Zemmour**, maître de conférences en économie à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, **Faïza Hirach**, porte-parole du collectif de soignant-e-s "La santé en lutte", **Pierre-Yves Chanu**, économiste et conseiller confédéral de la CGT et **Kim De Witte**, juriste et économiste, député fédéral du Parti des Travailleurs Belges.

Modération : **Marian de Foy** (rethinking Economics) et **Julien Hallak** (Institut Veblen).

9 juin 2020 : Lancement du rapport Big Corpo sur la publicité et l'influence des multinationales

Conférence de présentation du rapport *BIG CORPO. Encadrer la pub et l'influence des multinationales : un impératif écologique et démocratique*, organisée par les associations Les Amis de la Terre France, Résistance à l'Aggression Publicitaire, et Communication sans frontières, en partenariat avec le média Observatoire des multinationales.

Avec : les députés **Delphine Batho**, **Dominique Potier** et **François Ruffin**, **Juliette Renaud**, responsable de campagne sur la régulation des multinationales aux Amis de la Terre France, **Mathilde Dupré**, co-directrice de l'Institut Veblen, **Marie Cousin**, Présidente de Résistance à l'agression publicitaire, **Renaud Fossard**, responsable du programme Spim et coordinateur général du rapport et **Joëlle Le Marec**, membre du Conseil scientifique de Communication Sans Frontières .

Animation : **Olivier Petitjean** de l'Observatoire des multinationales.

16 juin 2020 : Après le Covid-19, l'économie toujours contre l'écologie ?

L'économie européenne se remet lentement du choc de la crise sanitaire, et le débat sur le « monde d'après » ne fait que commencer. Webinaire organisé par la revue *Esprit* et l'Institut Veblen pour débattre des risques et des opportunités de la situation actuelle.

Avec : **Franck Aggeri**, professeur de management à Mines Paris Tech, il a notamment contribué à l'ouvrage *Organiser le développement durable* (Vuibert, 2005), **Mathilde Dupré**, co-directrice de l'Institut Veblen et **Alice Le Roy**, membre de CARMA (Coopération pour une Ambition agricole, Rurale et Métropolitaine d'Avenir).

Animation : **Bernard Perret**, socio-économiste, auteur de *Pour une raison écologique* (Flammarion, 2011), *Au-delà du marché* (Les Petits Matins et l'Institut Veblen, 2015) et *Quand l'avenir nous échappe* (Desclée de Brouwer).

19 juin 2020 : Enclencher une transition écologique

L'économie française se remet difficilement du choc de la crise sanitaire, et le débat sur le « monde d'après » ne fait que commencer. Un webinaire organisé par l'Institut Veblen et le mouvement étudiant Rethinking Economics Belgium pour en débattre.

Avec : **Yves-Marie Abraham**, professeur à HEC Montréal, auteur de *Guérir du mal de l'infini* (Polémos, 2020), **Louison Cahen-Fourot**, chercheur à l'Institute for Ecological Economics, Université d'Économie et de Commerce de Vienne (WU Wien, Autriche), auteur de *Contemporary capitalisms and their social relation to the environment* (Ecological Economics, 2020), **Laure**, vidéaste de la chaîne Youtube *Game of Hearth* dédiée à la vulgarisation philosophique sur l'écologie politique et le féminisme, **Oliver Malay**, co-Président du Corps Scientifique et doctorant à l'Université Catholique de Louvain et **Daniel Tanuro**, agronome et auteur de *Trop tard pour être pessimiste ! Écosocialisme ou effondrement* (Textuel, 2020).

Animation : **Martin Dupont**, membre de Rethinking Economics Belgium et **Julien Hallak**, chargé de mission à l'Institut Veblen.

25 juin 2020 : Financer la transition énergétique et les énergies renouvelables en France – contexte de crise Covid-19

Atelier EUFORES “Perspectives pour les Energies Renouvelables en France” parrainé par Madame Barbara Pompili, Présidente de la Commission du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire de l'Assemblée nationale. Conférence en ligne.

Avec : Alexandre Roesch, Délégué Général, Syndicat des Energies Renouvelables – SER, Benoît Leguet, Directeur Général, Institut 4 Climate Economics - I4CE, Wojtek Kalinowski, Co-directeur, Institut Veblen et Jon Sallé, Responsable de l'Observatoire, Finansol.

Animation : **Jan Geiss**, Secrétaire Général, EUFORES.

3 juillet 2020 : Modernisation du Traité sur la Charte de l'Énergie : peut-il être compatible avec l'Accord de Paris ?

À la veille de l'ouverture des négociations sur la modernisation du Traité sur la Charte de l'Énergie (du 6 au 9 juillet), ce webinar vise à dresser un bilan de cet accord de protection des investissements dans le secteur de l'énergie et examiner les pistes d'action nécessaires pour le rendre compatible avec l'Accord de Paris sur le Climat et l'objectif de neutralité carbone fixé par le projet de Green Deal de la Commission européenne.

Avec : Yamina Saheb, ancienne responsable de l'unité efficacité énergétique du secrétariat international du TCE et auteure du GIEC, Marie Pierre Vedrenne, vice Présidente de la Commission INTA du Parlement européen (Renew) et Aurore Lalucq, coprésidente de l'intergroupe Green New Deal du Parlement européen.

9 juillet 2020 : Webinaire ETUI : les promesses et les défis d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

Webinaire organisé par ETUI (l'Institut syndical européen) avec la participation de l'Institut Veblen.

Avec : **Benjamin Denis**, conseiller politique industriAll Europe, **Mathilde Dupré**, co-directrice de l'Institut Veblen, **Georg Zachmann**, Senior Fellow Bruegel et **Kathleen Van Brempt**, députée européenne, membre du groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates.

29 août 2020 : « On refait l'économie » : Green New Deal, Politique Monétaire, Régulation bancaire... Quelles solutions à la crise ?

Intervention de Mathilde Dupré, co-directrice de l'Institut Veblen, aux Journées d'été du Parti Socialiste à Blois.

29 septembre 2020 : Conférence au Parlement européen : le dilemme du traité sur la Charte de l'énergie de l'UE

Mathilde Dupré, co-directrice de l'Institut Veblen, participe à cette conférence organisée à l'occasion du lancement d'une étude réalisée par Ciaran Cross pour la GUE/NGL.

1^{er} octobre 2020 : Colloque RIODD 2020 : Quelle soutenabilité des modèles économiques et sociaux dans les organisations face à la crise sanitaire du Covid-19 ?

Table ronde en ligne : "Après la covid-19, comment s'orienter vers des investissements responsables ?".

Avec : Franck Aggeri, professeur de management à Mines ParisTech, spécialiste du management et des politiques d'innovation, de RSE et de soutenabilité, Mathilde Dupré, codirectrice de l'institut Veblen, spécialiste des questions de RSE, de lutte contre l'évasion fiscale et de la politique commerciale et Bernard Perret, ancien haut-fonctionnaire, chercheur et journaliste, coordinateur du numéro d'Esprit sur "l'économie contre l'écologie ?"

10 octobre 2020 : Conférence Citéco : « Déglobalisation, nouvelle mondialisation : la pandémie peut-elle bouleverser l'ordre économique internationale ? »

Conférence organisée par Citéco, la cité de l'économie.

Avec : Mathilde Dupré, codirectrice de l'Institut Veblen et Isabelle Mejean, professeure à l'École polytechnique, chercheuse au Centre de recherche en économie et statistique (CREST). Ses travaux portent sur l'économie internationale et les effets de la mondialisation des échanges. Elle est lauréate du Prix du meilleur jeune économiste 2020, décerné par *Le Monde* et le Cercle des économistes.

14 octobre 2020 : Quel commerce international face aux défis écologiques ?

Table ronde en ligne : Le projet d'accord de commerce entre l'UE et le Mercosur pourrait constituer un tournant majeur dans la politique commerciale européenne. Sur quelles règles refonder le commerce face aux défis planétaires ? Cette réflexion est au cœur du livre *Après le libre-échange* de **Mathilde Dupré** de l'Institut Veblen et **Samuel Leré** de la FNH qui vient de paraître aux éditions Les Petits Matins.

Avec : Stefan Ambec, professeur à la *Toulouse School of Economics* et président de la Commission d'experts chargée de l'évaluation de l'accord UE-Mercosur, Mathilde Dupré, co-directrice de l'Institut Veblen et co-auteure de *Après le libre-échange*, Marie-Pierre Védrenne, eurodéputée et vice-présidente de la commission du commerce international au Parlement européen.

17 novembre 2020 : Aux Journées de l'économie : « Quelle finance pour une économie soutenable ? ».

Table ronde en ligne : À l'occasion de la publication du rapport *Évaluation environnementale en finance*, l'Institut Veblen et l'IDIES (Institut pour le développement de l'information économique et sociale) proposent une table-ronde pour comprendre le rôle de la finance dans la transition énergétique et écologique.

Avec : Thibaut Ghirardi, Senior Manager, Finance ClimAct, 2° Investing Initiative, Stéphane Cieniewski, Délégué aux enjeux climatiques et environnementaux - Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance et Pascal Canfin, Président de la Commission ENVI du Parlement européen (Renew). Animation : Julien Hallak, chargé de mission à l'Institut Veblen.

17 novembre 2020 : Aux Journées de l'économie : « Réinventer le progrès », en hommage à Philippe Frémeaux.

Dédiée à Philippe Frémeaux, fondateur de l'Idies dont il était le délégué général, ancien président de l'Institut Veblen, et qui nous a quitté cet été, cette conférence abordera un thème qui lui était cher « Réinventer le progrès » auquel il avait consacré un livre d'entretien avec Laurent Berger et Pascal Canfin.

27 novembre 2020 : Quels leviers mobiliser pour assurer une relance sociale et écologique ?

L'Institut Veblen est partenaire des Journées de l'Economie autrement qui se tiennent à Dijon, les 27 et 28 novembre 2020 : deux jours pour débattre des défis auxquels la société française est aujourd'hui confrontée et pour découvrir comment les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire contribuent à y répondre.

Avec : **Benoît Catel**, Directeur général du Crédit Coopératif, **Nathalie Lhayani**, Directrice de la politique durable du Groupe de la Caisse des Dépôts, **Laurence Scialom**, Professeure des universités et du laboratoire EconomiX et **Mathilde Dupré**, codirectrice de l'Institut Veblen.

Animation : **Isabelle Laudier**, responsable de l'Institut CDC pour la Recherche.

28 novembre 2020 : Remise du prix Veblen aux Journées de l'économie autrement

L'Institut Veblen pour les réformes économiques a créé cette année un prix des mémoires, pour soutenir la réflexion sur la transition écologique et sociale, mais aussi pour promouvoir le pluralisme en économie. Ce prix est remis en mémoire de Philippe Frémeaux.

28 novembre 2020 : Face au mur de la dette : comment échapper à l'austérité ?

L'Institut Veblen est partenaire des Journées de l'Economie autrement qui se tiennent à Dijon, les 27 et 28 novembre 2020 : deux jours pour débattre des défis auxquels la société française est aujourd'hui confrontée et pour découvrir comment les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire contribuent à y répondre.

Avec : **Jézabel Couppey-Soubeyran**, Maître de conférences à l'Université Paris I et Conseillère scientifique de l'Institut Veblen, **Anne-Laure Delatte**, Chercheuse au CNRS rattachée à l'Université Paris Dauphine et **Nicolas Dufrêne**, Directeur de l'Institut Rousseau

Animation : **Julien Hallak**, chargé de mission à l'Institut Veblen.

28 novembre 2020 : Relocaliser l'économie : comment, à quel niveau et pour quelles producteurs ?

L'Institut Veblen est partenaire des Journées de l'Economie autrement qui se tiennent à Dijon, les 27 et 28 novembre 2020 : deux jours pour débattre des défis auxquels la société française est aujourd'hui confrontée et pour découvrir comment les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire contribuent à y répondre.

Avec : **Arnaud Montebourg**, Fondateur de la société Les Équipes du Made in France, **Hugues Sybille**, Président du Labo de l'ESS et de la Fondation du Crédit Coopératif, **El-Mouhoub Mouhoud**, Professeur d'économie à l'Université Paris Dauphine (PSL-Research University) et **Mathilde Dupré** codirectrice de l'Institut Veblen.

Animation : **Vincent Grimault**, journaliste à *Alternatives Economiques*.

10 décembre 2020 : Les nouvelles décisions de la BCE face à la crise

L'Institut Veblen vous propose un débriefing du dernier conseil des gouverneurs de la BCE, qui s'est tenu la veille, avec **Jézabel Couppey-Soubeyran**, conseillère scientifique de l'Institut Veblen & Maîtresse de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, spécialiste de la politique monétaire et de la régulation financière.

15 décembre 2020 : En quoi la crise peut-elle être un accélérateur ou au contraire un frein à la transition écologique ?

La Fondation Terre Solidaire a inauguré en juin dernier un cycle de rencontres sur l'incidence que pourrait avoir la crise liée à la COVID 19 sur la transition écologique de nos sociétés.

Pour la deuxième conférence de ce cycle, la Fondation Terre Solidaire a accueilli **Mathilde Dupré**, Co-Directrice de l'Institut Veblen, et auteure du livre « Après le libre-échange. Quel commerce international face aux défis écologiques », avec Samuel Leré, aux éditions des Petits Matins.

8. Annexe : Institut Veblen dans les médias

21/01/2020		France TV Info	"Le Green Deal" : interview dans France TV INFO
23/01/2020		France Culture	Faut-il supprimer les frontières ?
27/01/2020		La Croix	Verser 140€ à chaque citoyen pour relancer l'économie européenne
31/01/2020		Les Echos	Un revenu universel venu du ciel
04/02/2020		Atlantico	Ces pistes révolutionnaires que la BCE pourrait explorer pour sauver la zone euro de la japonisation
25/02/2020		Xerfi Canal	Un drone monétaire pour stimuler l'économie de la zone euro
06/03/2020		Xerfi Canal	La BCE pourrait-elle distribuer de l'argent directement au citoyen ?
10/03/2020		Esprit	Le commerce mondial à l'heure de la transition
19/03/2020		Alternatives Economiques	La BCE sort l'artillerie lourde
26/03/2020		Le Monde	Coronavirus : la théorie du recours à la "monnaie hélicoptère" ressurgit
28/03/2020		L'Obs	"Ce que l'on fait contre le coronavirus, on doit pouvoir le faire pour la transition écologique"

01/04/2020		Rue de la révolution	Face à la crise, de l'argent pour tous ?
02/04/2020	Les Echos	Les Echos	Coronavirus : "l'hélicoptère monétaire" en cinq questions
03/04/2020		Mediapart	"Soit l'Europe se refonde, soit elle explose"
09/04/2020		L'Echo	Les collectivités locales peuvent nous sauver de cette crise
13/04/2020		Mediapart	Vivement la monnaie hélicoptère !
15/04/2020		Alternatives Economiques	Monnaie hélicoptère : et s'il pleuvait des billets ?
27/04/2020	LA CROIX	La Croix	Coronavirus : des "idées neuves" face au mur de la dette
27/04/2020	franceinfo:	France Info	Coronavirus : des mesures d'urgence aux plans de relance, comment affronter la "pire crise économique depuis 1929" ?
27/04/2020		CFDT Magazine	"Il faut réparer et surtout transformer"
02/05/2020		France Culture	Pendant la crise, le libre échange européen continue
04/05/2020		France Culture	Non-confinement : aux origines de l'exception suédoise
06/05/2020	Le Monde.fr	Le Monde	Les propositions de neuf personnalités pour l'après COVID-19
06/05/2020		Alternatives Economiques	Epargne : pour relancer il va falloir libérer des livrets

07/03/2020		Libération	Coronavirus : faire taire les lanceurs d'alerte nuit gravement à la santé publique
14/05/2020		Le Monde	"Pour sortir des crises à répétitions, faisons de la résilience le principe de l'action publique"
15/05/2020		Impact(s)	« L'économie est devenue complètement aveugle aux marchés locaux »
25/05/2020		Alternatives Economiques	Post Covid Climat : huit propositions pour changer d'air
05/06/2020		Alternatives Economiques	Face à la crise, huit solutions au banc d'essai
09/06/2020		Alternatives Economiques	Accord UE-Mercosur : les Pays-Bas infligent un revers majeur à Bruxelles
10/06/2020		20 Minutes	Mieux encadrer la pub, l'un des champs de bataille de la transition écologique ?
10/06/2020		Reporterre	Comment se libérer de la publicité, arme de séduction massive des multinationales
10/06/2020		L'Obs	« Il ne faut plus laisser la publicité faire la promotion de tout et n'importe quoi »
10/06/2020		Le Monde	Des associations demandent un meilleur encadrement de la publicité, jugée

			responsable de la « surconsommation »
13/06/2020		RFI	Mathilde Dupré invitée de l'émission C'est pas du vent
15/06/2020	l'Humanité	L'Humanité	La Commission européenne coresponsable des incendies en Amazonie !
16/06/2020		Ouest France	Traité UE-Mercosur. Cinq ONG, don't la Fondation Nicolas Hulot, ont déposé plainte
16/06/2020		BFM Business	Cinq ONG portent plainte auprès de l'UE à propos du traité avec le Mercosur
22/06/2020		Revue Banque	La relance doit être une transformation radicale
25/06/2020	LA CROIX	La Croix	Devoir de vigilance : la protection des droits humains en peril
02/09/2020		France Culture	Europe, Etats-Unis : les nouveaux plans de relance ?
03/09/2020	Les Echos	Les Echos	Plan de relance : l'accueil mi-chèvre mi-chou des milieu écologistes
05/09/2020		Reporterre	Le plan de relance "ne permettra pas à la France de respecter ses objectifs climatiques"
07/09/2020		France Culture	Jézabel Couppey Soubeyran invitée de la Matinale de Guillaume Erner

07/09/2020		La Croix	L'OMC à la recherche d'un directeur... et d'un avenir
07/09/2020		Equal Times	Le Traité sur la Charte de l'énergie, cet accord méconnu qui emprisonne les politiques environnementales des Etats
11/09/2020		France Culture	France Relance : un plan entre tempo politique et urgence économique
16/09/2020		France Info	Des "risques majeurs sur le climat" : des ONG réclament l'abandon de l'accord entre l'UE et le Mercosur
16/09/2020		Le Monde	Environnement, santé : "Il est devenu urgent de regular la publicité"
16/09/2020		Aef info	"La politique commerciale de l'UE est la plus en retard en matière environnementale"
17/09/2020		Marianne	Selon plusieurs experts, l'accord UE-Mercosur risque d'accélérer la déforestation
18/09/2020		Le Monde	L'accord UE-Mercosur risque d'accélérer la déforestation selon les experts
18/09/2020		Ouest France	Accord UE-Mercosur : un rapport à Castex pointe les dégâts redoutés sur l'environnement

18/09/2020		Le Monde	CETA et bœuf aux hormones : des « défaillances » dans le contrôle des importations en Europe
18/09/2020		Les Echos	Paris maintient son opposition à l'accord commercial UE-Mercosur
19/09/2020		Le Parisien	Accord UE-Mercosur : pour la France, c'est toujours non
19/09/2020		Reporterre	Le traité Mercosur aurait des conséquences désastreuses pour l'Amazonie
19/09/2020		L'Express	Pourquoi la France est toujours opposée au projet d'accord UE-Mercosur
20/09/2020		France Culture	Accord avec le Mercosur : la déforestation au cœur du rejet français
20/09/2020		Mediapart	Mercosur : « Serons-nous prêts à mettre notre veto à Bruxelles ? »
25/09/2020		Good Planet	On ne pourra pas achever la transition écologique sans réguler la mondialisation
03/10/2020		Que Choisir	Ceta : des constats inquiétants... et après ?
03/10/2020		RFI	Mathilde Dupré invitée du Carrefour de l'Europe
07/10/2020		La Croix	« Après le libre-échange », pour un

			autre commerce international
05/11/2020	franceinfo:	France Info	Pour une monnaie hélicoptère
05/11/2020		Agir Pour le Climat	Climat, banques centrales, économie et grand public. Entretien avec Jézabel Couppey-Soubeyran
28/11/2020		Le Un	Entretien avec Jézabel Couppey-Soubeyran « On a besoin de sortir du cadre »
28/11/2020		La Croix	Peut-on annuler la dette liée au Covid 19 ?
28/11/2020	Le Monde	Le Monde	Dominique Méda : « Il est nécessaire d'investir massivement dans la prévention, parent pauvre de la politique de santé »
2/12/2020	Les Echos	Les Echos	Les Echos parlent des notes Veblen sur la BCE
6/12/2020	Le Monde	Le Monde	Jézabel Couppey-Soubeyran : « Le climat fait-il ou non partie du mandat de la BCE ? »
8/12/2020	Le Monde	Le Monde	Le traité sur la charte de l'énergie, une menace pour les objectifs climatiques de l'Union européenne
8/12/2020	l'Opinion	L'Opinion	Energie : le traité qui décrédibilise la politique climatique européenne
9/12/2020		Alternatives économiques	La BCE va-t-elle enfin se mouiller pour le climat ?

9/12/2020		Alternatives économiques	Investissements étrangers dans les fossiles : l'Europe prête à agir ?
9/12/2020		France Culture	« La BCE se met au vert »
16/12/2020		Marianne	UE : après la crise sanitaire et économique, le spectre de la crise bancaire
22/12/2020		France Musique	Cadeaux de Noël : 3 livres à offrir sur les enjeux économiques
23/12/2020		The Conversation	Comment la BCE peut (enfin) verdir sa politique monétaire
23/12/2020		La Tribune	Jézabel Couppey-Soubeyran : Comment la BCE peut verdir sa politique monétaire